



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



« L'eau, enjeu majeur pour la Chine du XXIème siècle »

**Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Didier ALLAERT
dans le cadre du séminaire « L'accès à l'eau dessine-t-il une nouvelle géopolitique ? »**

**Directeur : M. Mikail BARAH,
chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)**

MARS 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

- 1 L'eau, enjeu majeur pour la Chine du XXIème siècle.
- 2 2006_MEMOIRE_GEOPOL_EAU_CHINE_ALLAERT
- 3 Chef de bataillon , Armée de Terre, ALLAERT Didier, France
- 4 19 mars 2006
- 5 Division C groupe C1
- 6 Mémoire de géopolitique.
- 7 L'eau est un facteur limitatif de la stratégie de grande puissance développée par la Chine. Il s'avère que malgré des ressources hydriques à première vue énormes, le pays doit faire face à des déficits quantitatifs et qualitatifs en eau qui s'aggravent de plus en plus. Cette carence est telle qu'elle remet en cause le développement accéléré du pays et ses aspirations à vouloir devenir le géant économique de demain. Ce déséquilibre à facettes multiples s'accompagne d'une politique environnementale des plus balbutiantes, incapable d'atténuer les effets néfastes générés par le gaspillage industriel et agricole, la pollution endémique et les aménagements hydrauliques systématiques de ses cours d'eau. Au-delà des conséquences subies par son propre peuple, la Chine fait planer une menace environnementale sur ses voisins du Sud (Péninsule sud-asiatique, Inde, Bangladesh) mais aussi du Nord (Russie), accroissant les risques de tensions et rendant possible l'éclatement d'une véritable guerre de l'eau dans le sud-est asiatique.
- 8 Mots clés : Chine, eau, pollution, gaspillage, irrigation, désertification, transfert Nord-Sud, barrage, Yangzijiang, Huang He, Tarim, Mékong, Xinjiang, Beijing.

« L'eau, enjeu majeur pour la Chine du XXIème siècle »

SOMMAIRE.

PREMIERE PARTIE : UNE PHILOSOPHIE ANCESTRALE TRAHIE PAR LA MODERNITE

Un berceau géographique favorable à l'homme

Un système mal adapté aux défis contemporains

Un système avide qui renie ses racines

DEUXIEME PARTIE : UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE INCONSIDEREE

Des impératifs absolus de croissance économique

Une gestion environnementale trop passive

Une suite ininterrompue d'ouvrages titanesques

TROISIEME PARTIE : DES CONSEQUENCES FUNESTES POUR L'AVENIR

Une pénurie d'eau généralisée

Une pollution endémique qui pénalise l'économie

Des tensions externes et internes inéluctables

INTRODUCTION.

« A l'échelle cosmique, l'eau est plus rare que l'or. » (Hubert Reeves).

En 2009, sera achevée la mise en eau du plus grand barrage du monde, le barrage des Trois Gorges, situé dans le cours supérieur du Yangzijiang, le plus grand fleuve de Chine, à cheval sur les territoires des provinces de Hubei et Sichuan. Le réservoir obtenu aura une capacité de 39,7 kilomètres cubes d'eau à un niveau normal de 175 mètres au-dessus du niveau de la mer et pourra produire 18,2 millions de kW, soit 10% de la consommation électrique actuelle du pays¹.

Le barrage des Trois Gorges est emblématique des grands travaux entrepris par la Chine depuis des temps immémoriaux pour tenter de maximiser l'utilisation de ses ressources en eau.

Matière première de premier ordre couramment appelée « Or Bleu » mais aussi source de vie, l'eau est une donnée géopolitique primordiale pour le sous-continent chinois, au même titre que les autres matières premières énergétiques au premier rang desquelles on trouve le pétrole.

Vis-à-vis de cette dernière ressource, le pays s'évertue à prévenir une pénurie inéluctable à plus ou moins long terme par le biais d'une politique systématique de diversification des sources d'approvisionnement, mêlant stratégie de coopération vers les Etats d'Asie Centrale, prises de participation au sein de pays producteurs auparavant ignorés (Etats d'Afrique de l'Ouest ou d'Amérique Latine)² et montée en puissance de multinationales susceptibles à terme de concurrencer les « Majors » occidentales sur les territoires des principaux producteurs (Etats du Moyen Orient).

Mais à côté du pétrole, l'eau est au cœur des préoccupations des dirigeants chinois tant elle représente une des conditions sine qua non du développement du pays. L'eau est en effet le dénominateur commun à l'ensemble des secteurs pris pour référence dans une économie moderne : primaire (agriculture), secondaire (industrie) ou tertiaire (services). Cette ressource naturelle constitue de fait un moyen qui permet à un pays d'asseoir ses ambitions économiques, politiques et stratégiques.

Aussi, la fébrilité dont la Chine fait preuve dans la recherche de la maîtrise de l'or bleu pose l'évidente question de la pérennité de cette ressource à plus ou moins long terme, et porte notamment à s'interroger sur les effets qu'une éventuelle carence pourrait induire sur la capacité du pays à concrétiser ses ambitions de grande puissance.

L'eau est un facteur limitatif de la stratégie de grande puissance développée par la Chine. Il s'avère que malgré des ressources hydriques à première vue énormes, le pays doit faire face à des déficits quantitatifs et qualitatifs en eau qui s'aggravent de plus en plus. Cette carence est telle qu'elle remet en cause le développement accéléré du pays et ses aspirations à vouloir devenir le géant économique de demain. Ce déséquilibre à facettes multiples s'accompagne d'une politique environnementale des plus balbutiantes, incapable d'atténuer les effets néfastes générés par le gaspillage, la pollution et les aménagements hydrauliques systématiques de ses cours d'eau. Au-delà des conséquences subies par son propre peuple, la Chine fait planer une menace environnementale sur ses voisins du Sud (Péninsule sud-asiatique, Inde,

¹ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 29.

² La Nouvelle Géopolitique, F. Géré, Larousse, page 121.

Bengladesh) mais aussi du Nord (Russie), accroissant les risques de tensions et rendant possible l'éclatement d'une véritable guerre de l'eau dans le sud-est asiatique.

L'ignorance des peuples occidentaux à l'égard de l'histoire de l'Empire du Milieu ne peut occulter sa grande richesse, constituée d'enseignements des plus divers mais qui découlent d'une constante unique : de tout temps, ce pays aux besoins énormes s'est caractérisé par un pouvoir centralisateur qui a sans cesse cherché à doper son influence intérieure par la recherche d'une émulation collective de son peuple via la réalisation de travaux titanesques.

De fait, le gigantisme d'un projet comme celui du barrage des Trois Gorges est bien le label spécifique d'un pays apparemment « de bonne volonté » mais que rien ne semble devoir arrêter dans sa recherche immodérée d'une croissance effrénée, quitte à y sacrifier son environnement et par-là même l'avenir de ses générations futures.

Par conséquent, les effets néfastes générés par cette politique jusqu'au-boutiste de transformation radicale du milieu naturel risquent au contraire de pénaliser durablement le développement économique et social du pays tout en amplifiant les motifs d'insatisfaction et de contestation de ses voisins, avec qui la Chine pourrait connaître à terme des tensions susceptibles de dégénérer en conflit ouvert.

I) UNE PHILOSOPHIE PLURISECULAIRE TRAHIE PAR LA MODERNITE.

Aujourd'hui, comme il y a deux millénaires, le mot d'ordre du pouvoir chinois est basé sur le concept du « fuguò qiangbīng » (enrichir l'Etat et renforcer l'armée)³. Cette philosophie, remarquable par sa continuité séculaire, semble remise en question tant elle s'adapte mal aux challenges économiques actuels.

Certes, cette politique idéologique s'est toujours basée sur des données géographiques et physiques favorables pour maintenir une centralisation poussée de l'appareil étatique qui a réussi à perdurer jusqu'à nos jours. Mais cette philosophie semble aujourd'hui inadaptée pour satisfaire les besoins énormes du pays et garantir son autosuffisance alimentaire. Surtout, elle fait apparaître les dernières limites d'un système qui a rompu l'équilibre fondamental entre l'homme et son milieu.

11) UN BERCEAU GEOGRAPHIQUE FAVORABLE A L'HOMME.

Les caractéristiques géographiques de la Chine en font un berceau d'épanouissement idéal pour sa civilisation pluriséculaire. Celle-ci a su traverser les âges sans jamais changer fondamentalement sa doctrine étatique centralisatrice, dédiée à l'expansion très progressive de son modèle basé sur le contrôle des deux éléments maîtrisables par l'homme : la terre et l'eau.

111) Une géographie physique privilégiée.

La Chine jouit d'une localisation particulièrement avantageuse qui en a toujours fait « le » carrefour hydrographique du sud-est asiatique.

³ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

Troisième pays du monde en superficie avec près de 10 millions de Km² (soit 17 fois la France)⁴, elle est entièrement située dans le tiers sud-est du continent eurasiatique dont elle représente un sous-ensemble assez indépendant.

Elle est bordée au nord par la Russie et la Mongolie dont elle est séparée par une longue zone désertique continentale (déserts de Gobi et de Takla-Makan⁵), entrecoupée de dépressions longeant les contreforts nord du Tibet, puis débouche au nord-est sur la grande plaine du Nord, appelée plaine de Huang-Huai-Hai, du nom des 3 fleuves qui la traversent. Du nord-est au sud-est, le pays présente une façade maritime de près de trois mille kilomètres débouchant sur la mer Jaune, confirmant la vocation maritime initiale du pays jusqu'au milieu du XIII^{ème} siècle. Au sud-est, le pays se prolonge par l'ancienne péninsule indochinoise, dont il est limitrophe de trois états : le Viêt-Nam, le Laos et le Myanmar (ex-Birmanie).

Enfin, au sud-ouest et à l'ouest, le pays s'élève brusquement d'abord par le plateau tibétain puis par la chaîne himalayenne, qui constitue un véritable château d'eau pour l'ensemble du sud-est asiatique. Cette bordure montagneuse le sépare de l'Inde, du Népal, du Bhoutan et de certains pays d'Asie centrale (Pakistan, Afghanistan et Kazakhstan). De nombreux parmi les plus grands fleuves du monde prennent naissance dans cette région : le Fleuve Bleu (Yangzijiàng), le Fleuve Jaune (Huang He), le Brahmapoutre, le Mékong, l'Indus, le Gange et le Salouen. La présence de la chaîne himalayenne (et du plateau tibétain qui lui est associé) a donc une incidence majeure sur le réseau hydrographique de l'Asie du Sud-Est et bénéficie particulièrement à la Chine qui, de fait, contrôle la majeure partie des sources de ces cours d'eau depuis son annexion du Tibet.

Ainsi, le pays profite des grands fleuves himalayens dont les caractéristiques les classent parmi les plus puissants du globe. A titre d'exemple, le cours du Yangzijiàng mesure 6000 kilomètres tandis que son débit moyen est de 21000 mètres cubes par seconde (m³/s), avec des pointes à 70000 m³/s en période de hautes eaux, ce qui en fait alors le troisième fleuve du monde juste derrière l'Amazone et le Congo⁶. A titre de comparaison, le débit moyen du Rhône est de 1800m³/s et celui de la Seine d'à peine 500 m³/s à l'embouchure. Son débit abondant en toutes saisons vaut au Yangzijiàng de constituer le principal axe économique de la Chine. Le deuxième fleuve de la Chine est le Huang He (Fleuve Jaune) dont le cours mesure 5200 Km et dont le bassin couvre près du tiers nord du territoire national⁷. Ce fleuve a de tout temps été caractérisé par un débit irrégulier pouvant varier d'un extrême à l'autre, depuis un débit quasi-nul à l'embouchure en période d'étiage jusqu'à une moyenne de 22 000m³/s en période de crue⁸, ce qui l'a fait considérer longtemps à tort comme le fleuve le plus puissant d'Asie par les Occidentaux.

Le Yangzijiàng et le Huang He tirent leur nom de la couleur des sédiments qu'ils charrient et qui sont arrachés aux massifs dans lesquels ils prennent leur source ou dans lesquels ils ont creusés leurs gorges (débris schisteux pour l'un, loess pour l'autre). L'énorme quantité d'alluvions déposée par leurs eaux

⁴ Dictionnaire encyclopédique Hachette, Chine, page 308.

⁵ La superficie du désert de Takla-Makan (300 000 km², en constante progression) en fait le deuxième plus grand désert de sable du monde après le Sahara.

⁶ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 28.

⁷ Dictionnaire encyclopédique Hachette, Huang He, page 784.

⁸ L'eau dans tous ses états, Luc Descroix et Frédéric Lasserre, page 139.

durant les périodes de crues n'est pas innocente dans l'histoire du pays car elle a encouragé l'extension de l'agriculture sur leurs berges.

On constate également que la position géographique de la Chine a souvent attisé les convoitises bien qu'étant située à l'écart des grandes routes migratoires de l'Asie centrale. Les envahisseurs traditionnels étaient les peuplades du Nord (Mongols), attirées par les ressources vivrières abondantes du territoire du sud-est chinois.

Cette donnée a fortement conditionné son système politique traditionnel qui, bien qu'assez marginal, s'est toujours maintenu en place pour assurer une cohésion d'ensemble inébranlable face aux menaces extérieures.

112) Un système centralisé et autocratique.

Une des caractéristiques du pouvoir chinois est d'être basé sur un principe ancestral, légué par les premiers empires légistes, qui a de tout temps été dédié au renforcement de la civilisation chinoise en se basant sur le contrôle des deux éléments indispensables à son expansion : la terre et l'eau.

Le « fuguò qiángbǐng » est une philosophie spécifiquement étatique qui donna pour la première fois sa mesure, il y a plus de deux mille ans, au centre et sur le pourtour du plateau des Ordos, dans le nord de la boucle du Huang He. En effet, c'est au IV^e siècle avant J.-C., sous l'impulsion des penseurs et hommes d'Etat légistes, que le royaume de Qin⁹ entreprit de convertir marais et prairies - jusqu'alors dévolus aux pâturages et à la chasse - en terrains agricoles. Il s'agissait ainsi de faire fructifier le " cheptel démographique " et d'augmenter la production céréalière en sédentarisant par la coercition les populations semi-nomades qui vivaient à l'extérieur des cités. Les surplus démographiques et céréaliers ainsi dégagés furent à leur tour utilisés pour constituer une puissante infanterie qui pratiquait la guerre à outrance et permit au royaume de Qin de soumettre d'autres populations et d'autres cités, mettant fin entre autres à l'anarchie des « Royaumes Combattants ».

Le « fuguò qiángbǐng » s'est appuyé sur les pensées héritées des « sages » Lao-tseu (père du Taoïsme) et Confucius (père du Confucianisme) pour imprégner le peuple et les convaincre d'adhérer à cette doctrine officielle¹⁰. La Chine s'est ainsi toujours distinguée par la résistance séculaire que sa population a toujours opposée aux envahisseurs continentaux, d'où une population assez homogène et relativement imperméable aux courants culturels extérieurs. Contemporaine à ses débuts de la civilisation égyptienne, elle a connu autant sinon plus de tentatives d'invasions, de conquêtes, de révoltes internes, de périodes de régression ou d'expansion qu'aucun pays européen n'en a jamais vécu.

Ce modèle commença à porter ses fruits à la fin du III^e siècle avant J.-C., lorsque le roi Yin Zhen de Qin annexa les différents royaumes au nord du Yangzijiāng et installa des têtes de pont sur les pourtours côtiers du sous-continent. Ainsi naquit le premier empire chinois qui se substitua à une pluralité de royaumes morcelés en de nombreux fiefs où le pouvoir s'exerçait de façon collégiale et où la guerre se pratiquait selon les antiques règles courtoises.

⁹ Encyclopaedia Universalis, volume 5, Chine, L'empire du Milieu, Histoire jusqu'à 1949, page 514.

¹⁰ Encyclopaedia Universalis, volume 5, Chine, L'empire du Milieu, Bureaucratie, gouvernement, économie, page 547.

Sa dynastie ne survécut pas à ce premier empereur mais la restauration Han qui lui succéda paracheva son œuvre et poursuivit pendant 350 ans la colonisation du sud de ce qui est devenu la Mongolie intérieure. Pendant le seul règne de l'empereur Wu (157-87 av. J.-C.), ce sont deux millions de colons, soldats, paysans, défricheurs et irrigateurs, leurs familles ainsi que de nombreux forçats qui y furent déportés¹¹. Quant aux pasteurs nomades qui y résidaient, ils furent convertis par la contrainte à l'agriculture intensive, en aménageant notamment l'espace agricole autour de la culture du riz, d'où une irrigation systématique sans véritable souci de préservation d'une ressource hydraulique considérée alors comme inépuisable. Finalement, en 150 de notre ère, les terres épuisées furent massivement abandonnées par les colons chinois sous le triple effet de la chute de leur rentabilité agricole, des révoltes des tribus soumises et de la poussée militaire des nomades du Nord.

Ce premier accroc montre que la doctrine ancestrale du « fuguò qiángbǐng » était relativement bien adaptée à un univers médiéval car elle se prévalait de l'adaptation, au niveau de l'Etat, de la philosophie traditionnelle populaire du Confucianisme prônant un équilibre fondamental entre le Ciel et la Terre par la médiation de l'Homme de bien, le « sage », doté de son sens du « juste milieu ». Mais cette philosophie pouvait difficilement supporter l'épreuve de la systématisation à outrance liée à l'appât du gain, une trop forte expansion démographique et un certain gaspillage de la ressource.

Sans trouver exclusivement la racine des problèmes environnementaux actuels dans cette doctrine, on imagine aisément les difficultés d'adaptation de celle-ci aux challenges actuels, qui sont sans commune mesure avec les objectifs d'antan.

12) UN SYSTEME MAL ADAPTE AUX DEFIS CONTEMPORAINS.

De nos jours, le système construit sur les bases philosophiques du « fuguò qiángbǐng » perdure sous une forme autoritaire entretenue par la République Populaire de Chine (RPC). Il apparaît singulièrement inadapté aux défis de la modernisation, et survit au détriment notamment des ressources hydriques et de l'environnement. En fait, la pression démographique est devenue si forte qu'elle remet en cause l'équilibre naturel entre l'homme et son milieu. De surcroît, les besoins en eau liés à l'exploitation des surfaces agricoles deviennent insurmontables.

121) Le poids de la démographie.

La Chine subit une pression démographique énorme dont les effets, déjà sensibles de par une inégalité de répartition géographique de la ressource hydrique, sont aggravés par un exode rural massif massant une grande partie de la population dans les villes.

Même si les chiffres officiels peuvent être sujets à caution, le pays est aujourd'hui peuplé de plus de 1,3 milliard d'habitants¹² et connaît toujours une forte croissance démographique de par l'augmentation de l'espérance de vie et ce, malgré la politique draconienne de l'enfant unique mise en place depuis 1972 par le gouvernement. Sa densité brute est comparable à celle de la France mais l'inégalité de répartition est criante : le tiers oriental de l'espace chinois porte 80% de la population.

¹¹ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

¹² Dictionnaire encyclopédique Hachette, Chine, page 308.

Les ressources hydriques globales du pays¹³ sont estimées à 2800 km³ par an, accordant donc une ressource théorique actuelle de 2220 m³ par an et par habitant. Autrement dit, 7% des ressources d'eau mondiales doivent servir 21% des habitants du globe. Le pays est ainsi considéré en « légère » pénurie d'eau puisque ne disposant que d'une quantité jugée suffisante pour une population de 650 millions d'habitants. Des estimations de la Banque Mondiale laissent apparaître qu'en 2025, du fait de l'augmentation de la population et de la raréfaction des ressources en eau, la disponibilité moyenne en eau descendra au niveau du seuil de pauvreté en eau (1700 m³/hab./an).

Néanmoins, derrière cette moyenne qui peut sembler malgré tout confortable à l'échelle de ce pays gigantesque, se cachent de fortes disparités régionales dans la répartition de la ressource, à l'image de celle existant entre le Nord et le Sud du pays. Le Nord dispose en effet de 6% de la ressource globale du pays en eau alors qu'il regroupe un tiers de la population. A contrario, le sud-ouest dispose de 46% de la ressource alors qu'il regroupe seulement un cinquième de la population. Ce genre de disparité fausse les estimations globales et, à la lumière des problèmes actuels rencontrés dans cette région, la disponibilité est de fait inférieure à celle du stress hydrique¹⁴ dans plusieurs localités de la moitié nord du pays, et peut descendre jusqu'à 225 m³/hab./an dans des secteurs isolés du centre nord¹⁵.

De plus, le pays connaît une intense migration intérieure. L'exode rural favorise une urbanisation galopante que les autorités ont le plus grand mal du monde à juguler. La fluidité de ces mouvements n'est pas sans rappeler la situation de la France de la fin du XIX^{ème} siècle et de la première moitié du XX^{ème}, quand les provinciaux « montaient à Paris » pour faire fortune. Attirées par les mirages du confort urbain, des millions de familles viennent donc gonfler les agglomérations côtières incapables de prendre en compte un tel afflux. Une nouvelle pauvreté voit le jour. La consommation urbaine en eau explose littéralement, handicapant une répartition équitable et équilibrée de la ressource. Depuis 1995, la demande à Beijing est supérieure à la capacité du réseau. Entre 1992 et 1997, la consommation d'eau de ses habitants est passée de 151 millions à 215 millions de m³, soit un accroissement de 42% en 5 ans¹⁶. Il en résulte de fréquentes coupures d'eau dans les grandes villes, ce qui incite la population à trouver des solutions palliatives clandestines (forages de puits) et à aggraver encore plus l'impact de la surpopulation sur le niveau de la nappe phréatique.

De surcroît, le cœur de la politique ancestrale de sinisation est plus que jamais actif sous la forme d'une colonisation « forcée » de territoires « vierges » (Tibet, Xinjiang) qui engendre également des phénomènes identiques dans des provinces qui jouissaient encore il y a peu d'un certain équilibre entre les ressources en eau et les besoins de la population locale.

La démographie du pays constitue donc un handicap lourd à supporter, d'autant qu'à côté des besoins directs liés à la consommation domestique, se juxtapose ceux, bien plus grands, de l'agriculture.

¹³ La difficile gestion des ressources en eau en Chine, fiche de synthèse MEF Pékin, Octobre 2001. Chiffres réactualisés 2005.

¹⁴ Seuil (1000 m³/hab/an) en deçà duquel les besoins élémentaires ne peuvent être satisfaits (source UNESCO).

¹⁵ L'eau dans tous ses états, Luc Descroix et Frédéric Lasserre, page 139.

¹⁶ L'eau dans tous ses états, Luc Descroix et Frédéric Lasserre, pages 139 & 140.

122) Des besoins agroalimentaires démesurés.

L'agriculture « intensive » anciennement prônée par l'idéologie du « fuguò qiangbing » est, de nos jours, toujours d'actualité afin de garantir l'autosuffisance alimentaire du pays. Or, force est de constater que les Chinois ont franchi les limites interdites de cette politique.

Premièrement, les Chinois ont tous en mémoire les conséquences tragiques des « trois années noires » de 1959, 1960 et 1961, qui s'est caractérisée par une effroyable coupe claire dans la population : une surmortalité de 30 millions de personnes a été enregistrée à cause de la famine¹⁷. Une succession de calamités naturelles (inondations et sécheresses à répétition) avait en effet paralysé l'agriculture du pays et, au moment même où le pays sortait épuisé du Grand Bond collectiviste (détournant -entre autres- les ouvriers agricoles de leur tâche au profit d'objectifs industriels), il était frappé par une disette sans précédent. Le pouvoir chinois s'est donc efforcé depuis cette catastrophe d'assurer avec zèle sa fonction traditionnelle de garant de la souveraineté agricole et de fixer des objectifs dépassant toujours le niveau minimum de sécurité alimentaire à l'outil de production agricole.

En outre, pour bien prendre conscience des enjeux, il faut savoir que l'agriculture chinoise emploie encore près de 50% des actifs (350 sur 768 millions de personnes en 2004)¹⁸. A l'échelle du globe, la Chine doit nourrir 21% de la population mondiale avec seulement 7% des terres arables. Il s'avère également que l'agriculture en Chine dépend de façon croissante de l'irrigation. 70% des surfaces cultivées pour les céréales sont irriguées, dont une majeure partie par gravité¹⁹. Entre 1950 et 1990, la production céréalière globale a presque été multipliée par 3, notamment par la colonisation agricole de nouveaux territoires et l'emploi massif d'engrais et d'herbicides²⁰, mais la production par habitant n'a augmenté que de 25%.

L'agriculture du sud du pays, dominée par la riziculture inondée, fournit 2 à 3 récoltes par an : riz, maïs, blé, canne à sucre, agrumes et fruits tropicaux. Les ressources locales en eau ont toujours été suffisantes pour absorber les besoins, sans souci de préservation de la ressource. Le nord du pays, quant à lui, regroupe 60% de la surface agricole chinoise, où se trouve seulement 18% de l'eau disponible²¹. Dans cette région, l'eau disponible par hectare représente donc 1/8^{ème} de celle de Chine du sud. L'irrigation par le biais des eaux de surfaces (lacs, rivières) s'y est très vite montrée insuffisante, d'où le recours à des puits forés dans les nappes phréatiques, qui subissent des ponctions largement supérieures à leur capacité de régénération.

De fait, le gouvernement poursuit une fuite en avant qui aggrave la désertification de la Chine du nord et du nord-est et accélère l'épuisement des ressources aquifères. Par exemple, en septembre 2004, le ministère de l'Agriculture a rendu public un plan, entré en vigueur il y a quelques années, qui consiste à créer annuellement en Mongolie intérieure 4,5 millions d'hectares de plaines à blé irriguées par les eaux

¹⁷ Encyclopaedia Universalis, volume 5, Chine, La République Populaire, Développement Economique, Population, pages 667 & 668.

¹⁸ China Statistical Yearbook, 2003.

¹⁹ Des trois modes d'irrigation, l'irrigation par gravité est celui qui gaspille le plus la ressource. Plus des trois-quarts de l'eau sont perdus par infiltration et par évaporation.

²⁰ La Chine a vécu sa « Révolution Verte » à la suite de la Grande Famine du début des années 1960. Encyclopaedia Universalis, volume 5, Chine, La République Populaire, Développement Economique, Agriculture, page 668.

²¹ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, pages 61 & 62.

du plateau tibétain. Le piètre rendement de ces cultures (3,6 tonnes par hectare) et l'épuisement rapide des sols rend d'emblée utopique le prolongement dans le temps de ce projet²². Mais 3,6 millions de puits ont été creusés ces dernières années pour pallier la pénurie d'eaux de surface, trop rares ou trop polluées pour servir à l'irrigation. La nappe phréatique, qui se situe déjà à 90 mètres de profondeur, continue de descendre au rythme de 3 à 6 mètres par an.

On voit donc bien que l'irrigation systématique associée à une politique inadaptée aboutit aujourd'hui à l'effet inverse de celui recherché. Cette conséquence est malheureusement accompagnée d'un changement de fond dans les comportements individuels et collectifs qui s'accompagne d'une politique inamovible d'aménagements hydrauliques.

13) UN SYSTEME AVIDE QUI RENIE SES RACINES.

Malgré un changement dans les comportements individuels et collectifs, la politique ancestrale d'aménagements hydrauliques se poursuit avec des projets qui engagent une large part de la ressource hydrique du pays.

131) Les comportements séculaires changent.

Modernité aidant, les Chinois obéissent de plus en plus aux facilités offertes par les mirages de la vie moderne, sans disposer toutefois de l'ensemble du savoir et des infrastructures domestiques, individuelles ou collectives, nécessaires à l'absorption de ce changement. On peut discerner dans ce changement la confrontation de trois cultures²³ différentes composant la société chinoise d'aujourd'hui : celles des Anciens, celle des Jeunes et celle des Professeurs ou des Lettrés.

En fait, la culture des Anciens exprime une sagesse millénaire et est très présente dans l'immense majorité du peuple rural chinois. Ce n'est pas une culture de lettres mais de paysans. Elle est symbolisée par le rituel confucéen et les dimensions magico-religieuses qui ont accompagné l'histoire du Taoïsme. Elle demeure en filigrane dans tous les aspects de la vie quotidienne, même dans les villes, et résiste à toute forme de modernité tout en l'acceptant.

La seconde culture, celle des jeunes, est centrée sur l'argent et l'attrait technico-commercial de l'Occident. Les jeunes s'intéressent avant tout aux technologies, aux sciences et au management. Ils sentent bien que la Chine est à un tournant de son histoire en intégrant le libéralisme économique et espèrent ainsi favoriser encore son essor.

La troisième culture est celle des lettrés, des écrivains, des professeurs et des artistes. C'est une culture de pensée. Ils s'inscrivent dans une tradition mandarinale pour laquelle la culture est essentielle mais ils intègrent dans leurs réflexions les bouleversements engendrés par la mondialisation venue d'Occident. Ils prônent prudemment une certaine ouverture d'esprit tout en s'inquiétant de voir leurs élèves oublier les racines de leur propre culture philosophique.

Ainsi, il semble que la prise de conscience de plus en plus vive de la nécessité de remédier aux destructions de l'environnement s'inscrive dans cette articulation sociétale en trois cultures.

²² Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

²³ Chine, environnement et philosophie, thèse de M. Meinier, séminaire du GREDIN.

A titre d'exemple, il était traditionnel de voir en Chine chaque famille cultiver son petit lopin de terre en périphérie de zone urbaine et y recycler entre autres ses déchets et ses matières fécales avec soin et dévotion envers la nature et le milieu, selon la culture des Anciens. Aujourd'hui, l'urbanisation galopante aidant, les Jeunes ne s'attachent plus à respecter un quelconque équilibre entre l'impact de leurs faits et gestes sur la nature et la faculté de celle-ci à se régénérer. Ainsi, les déchets sont dorénavant déversés sans retraitement par des réseaux d'égout directement dans la nature, principalement les lacs et les rivières. Quant aux Lettrés, ils ne feront que s'inquiéter, certes légitimement, des conséquences néfastes de ces changements sur l'environnement en les étudiant avec pragmatisme afin de rechercher des solutions qu'ils proposeront aux plus jeunes pour tenter de les recadrer, mais leurs paroles ou leurs écrits n'auront qu'une portée d'estime auprès des paysans, voire aucune auprès des jeunes.

En tout état de cause, ce changement dans la physionomie sociétale chinoise n'a en rien modifié la tradition ancestrale des grands travaux héritée de la dynastie Han. Cette politique s'est accompagné, dans l'Antiquité comme à l'époque contemporaine, de tentatives permanentes d'éradication de la culture et de la société civile traditionnelle, de déportations massives de populations, de campagnes d'annexion et de gigantesques travaux d'infrastructures hydrauliques.

132) Le changement dans la continuité historique.

Dans la grande tradition légiste, la RPC s'est fait une spécialité de travaux pharaoniques d'infrastructures hydrauliques. Cette continuité transcende les changements d'orientation économique impulsés par tel ou tel leader depuis cinquante ans et révèle la permanence d'archaïsmes impériaux qui ont survécu jusqu'à l'époque moderne.

Dans ce cadre, le gouvernement chinois a repris le flambeau des dynasties impériales, dont la réalisation la plus célèbre est le Grand Canal, issu d'un premier réseau de canaux et de rivières navigables aménagé sous les Sui (581-617)²⁴. Reliant les bassins côtiers du Yangzijiāng à celui du Huang He, il permettait à l'époque une navigation en parallèle de la côte afin d'éviter les bandits et les pirates en mer, tout en assurant des revenus fiscaux importants pour les provinces traversées.

Cette politique ancestrale d'aménagements hydrauliques perdue avec des projets qui engagent dorénavant une large part du gabarit hydrique du pays. Celui-ci compte aujourd'hui environ 80 000 barrages et réservoirs dont certains sont géants²⁵. D'autres sont encore en projet ou en cours de réalisation. Les plus importants d'entre eux, comme le barrage des Trois Gorges et le triple canal de diversion des eaux du Yangzijiāng vers le Huang He, avaient été programmés par Mao. Les dirigeants successifs de la RPC en ont fait à leur tour une " affaire personnelle " qui atteste une remarquable continuité politique au sein du pouvoir chinois. Mais la continuité entre la période maoïste et l'époque actuelle dépasse largement la mise en œuvre d'ouvrages pharaoniques.

La doxa en usage dans les cercles dirigeants reprend la même rhétorique qu'au temps du « grand bond en avant ». Il s'agit aujourd'hui, comme dans les années 1950, de « rattraper puis de dépasser l'Occident » et

²⁴ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 27.

²⁵ Encyclopaedia Universalis, volume 5, Chine, La République Populaire, Développement Economique, Ressources énergétiques, page 673.

« d'avancer dans l'obscurité et la confusion sans crainte de se tromper ». Si la RPC a changé de tactique, elle n'a pas, pour autant, changé de stratégie. Il s'agit simplement de doubler le système pris pour référence. Jadis, le modèle était soviétique : la voie du triomphe économique consistait à le doubler par l'extrême gauche dans une hystérie collectiviste. A présent, le modèle est capitaliste : il s'agit de doubler l'Occident par l'extrême droite en disposant d'une population pléthorique comme d'une matière première qu'aucun Etat de droit ne semble à même de protéger. Dans ce cadre, le fonctionnement du gouvernement qui règne sur la Chine, son démembrement en réseaux d'intérêts politico-industriels étroitement intriqués, sa corruption endémique qui gangrène chaque échelon du pouvoir, l'absence de société civile et d'Etat de droit, rendent caduque toute velléité de réforme. Dotée d'une profonde conscience nationale que le communisme n'a pas cherché à entamer, la Chine est un éléphant dont la mémoire n'a d'égale que sa rancune à l'égard du Japon, d'abord, mais aussi à l'égard des Occidentaux qui l'envahissent, la pillèrent et l'humilièrent au cours des deux siècles passés.

En somme, les données géographiques exceptionnellement favorables de la Chine ont permis à la philosophie pluriséculaire du « fuguò qiángbīng » de s'imposer jusqu'à nos jours. Il n'est pas sûr qu'elle résiste encore longtemps aux changements actuels de la société chinoise de par les terribles contraintes démographiques et agricoles qu'elle subit. Les errements actuels vont bien plus loin et semblent avoir rompu tout lien avec la sagesse confucéenne prônant l'équilibre fondamental entre l'homme, la terre et l'eau. Mais même si ces changements font apparaître une rupture comportementale au sein de la société, la politique générale d'aménagement du territoire des leaders chinois, elle, ne change pas. D'où des conséquences néfastes évidentes pour l'environnement.

II) UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE INCONSIDEREE.

La Chine présente les caractéristiques spécifiques d'une nation prête à tout et avide d'une croissance « à tout prix » considérée comme vitale pour son avenir. L'impact de cette politique jusqu'au-boutiste a des effets néfastes évidents sur son environnement.

En effet, le pays n'en finit pas de sacrifier tout sur l'autel de la croissance. Sa politique environnementale en est à ses balbutiements, tandis qu'elle s'enorgueillit de mettre en œuvre les projets hydrauliques les plus audacieux mais aussi les plus dévastateurs.

21) DES IMPERATIFS ABSOLUS DE CROISSANCE ECONOMIQUE.

A l'heure de la mondialisation et de la concurrence effrénée pour produire toujours plus et à des prix toujours plus compétitifs, les besoins de la Chine sont tels que le pays est entraîné dans une spirale infernale qui bouscule les modèles environnementaux traditionnels.

Son appareil industriel n'a pas été modernisé et dilapide les ressources en eau nécessaires à son activité. Parallèlement, la recherche d'une certaine indépendance énergétique, priorité absolue des chinois, justifie à leurs yeux les plus grands excès.

211) Une industrie lourde d'un niveau technologique dépassé.

La poursuite d'objectifs économiques ambitieux est une constante remarquable de la Chine depuis le début de la deuxième moitié du XXème siècle. L'appareil industriel de production chinois est caractérisé par une technologie dépassée qui s'accompagne d'une volonté toute relative pour le moderniser avec l'aide des Occidentaux.

De prime abord, on constate que la Chine vit une révolution industrielle accélérée depuis la fin des années 70, période durant laquelle elle a entamé sa grande réforme économique de l'après Mao Zedong. Sa croissance est telle que ses besoins explosent et aggravent les problèmes de disponibilité de la ressource en eau. Les rendements hydriques dans l'industrie chinoise sont largement perfectibles car une grosse majorité des outils industriels est héritée des technologies des années 70 et 80, au temps où la Chine accueillait massivement des usines d'assemblages de firmes étrangères ou rachetait à bon prix les machines léguées par des sociétés occidentales en difficulté. Rentabilisés par une main d'œuvre surabondante sans équivalent dans le monde, ces équipements ont été soit reproduits à l'identique soit légèrement modifiés mais se sont multipliés à travers le pays sans réel souci d'amélioration technique, gage de meilleurs rendements. En conséquence, le retard technologique s'est accumulé et représente un évident facteur de gaspillage.

De ce fait, à production comparable, la Chine consomme cinq à dix fois plus d'eau que les pays avancés²⁶. A titre d'exemple, la production d'une tonne d'acier y consomme de 23 à 56 m³ d'eau contre moins de 6 dans les pays industrialisés. De même, produire en Chine une tonne de papier requiert 450 m³ d'eau contre 200 m³ au Canada. Selon l'Académie des sciences chinoise, le pays consomme actuellement trois fois plus de minéraux et de ressources énergétiques par unité de production que la moyenne mondiale. En moyenne, on estime qu'à production équivalente une usine chinoise consomme et surtout pollue quatre fois plus d'eau qu'une usine européenne.

Dans ce dernier registre, le développement anarchique de l'économie favorise des comportements extrêmement préjudiciables pour l'environnement. Aucune norme n'est définie donc applicable. Les autorités chinoises s'avèrent impuissantes à imposer de quelconques règles environnementales à des provinces dont le leitmotiv est « se développer à tout prix ou mourir », quitte à subir de graves contrecoups écologiques. Les usines conçues dans les années 70 n'ont jamais été ré-adaptées aux nouvelles normes environnementales et l'augmentation de production démesurée se fait au prix d'une pollution sans précédent. La Chine semble user de son monde rural comme d'un territoire propice à tous les excès et tous les gaspillages. Il apparaît que les autorités n'hésitent pas à transférer certaines usines considérées comme trop polluantes des grands centres urbains vers des régions moins peuplées et moins

²⁶ La difficile gestion des ressources en eau en Chine, fiche de synthèse MEF Pékin, Octobre 2001.

regardantes sur leurs défauts. Ces usines ne sont pas dotées de systèmes de purification ou ne les utilisent pas, car ces coûts supplémentaires réduiraient leur compétitivité.

A contrario, les autorités chinoises sont particulièrement regardantes sur les investissements réalisés par les sociétés occidentales. Ces dernières s'engagent en nombre et en force pour profiter de ce nouvel eldorado économique. Mais elles se heurtent aux exigences chinoises qui imposent des transferts de technologie en parallèle des implantations « clé en main » d'usines, afin de pouvoir les dupliquer sans réel effort de recherche. On peut donc considérer que la modernisation complète de l'outil industriel chinois ne pourra être obtenue que lorsque les investissements étrangers dans le pays auront suffisamment couvert les besoins technologiques vitaux de l'économie et, par conséquent, ça n'est qu'à partir de cet instant que l'impact néfaste de l'industrie sur l'environnement pourra être diminué.

Les besoins et la tâche à accomplir s'avèrent tellement énormes que ce n'est pas pour demain. Au demeurant, les faiblesses de l'appareil industriel chinois s'accompagnent d'une politique énergétique particulièrement exigeante.

212) Une politique énergétique paradoxale.

La Chine est prise dans l'étau d'une double contrainte : assurer sa sécurité énergétique, tout en évitant de précipiter le réchauffement climatique dont elle subit déjà les effets.

Le pays, qui a ratifié le Protocole de Kyoto, est responsable de 14% des émissions mondiales de gaz à effet de serre²⁷ (GES). Dans le pays, l'augmentation du rejet des GES est la plus rapide du monde (+16% dans la seule année 2002-2003). Le charbon étant à l'origine de près de 70% de la production d'énergie en Chine, une quantité de 3700 millions de tonnes de CO₂ est dégagée annuellement par les centrales thermiques du pays, le positionnant comme le deuxième émetteur en valeur absolue derrière les Etats-Unis. Néanmoins, les quantités prises en compte par le protocole de Kyoto sont calculées par habitant, et les valeurs deviennent alors sept fois moindres que celles d'un habitant des Etats-Unis. Forte de ce constat, la Chine bénéficie de l'application de la « responsabilité différenciée » des Etats : associée aux pays du Sud, elle est autorisée à continuer à accroître ses émissions de gaz à effet de serre au nom de son droit au développement. Le protocole comporte également un mécanisme de développement propre, aux termes duquel les industriels des pays développés sont incités à faire des investissements de dépollution dans les pays en développement, en échange de quotas d'émissions de GES monnayables sur le futur marché international. La Chine est actuellement la principale destinataire de projets relevant de ces mécanismes de développement propre (MDP). Sur les 8 projets MDP approuvés par le gouvernement chinois, trois portent sur la récupération du méthane dans les mines de charbon, trois sur des fermes éoliennes et deux proposent des projets de barrages hydroélectriques.

Dans ce cadre, le pays dispose du premier potentiel énergétique hydroélectrique du monde (378 GW exploitables)²⁸ et de nombreux aménagements hydrauliques sont rendus nécessaires pour l'exploiter. Le bassin du Yangzijiang concentre près de la moitié de ce potentiel à lui seul. Plus de 20% de l'électricité est d'origine hydroélectrique dans le pays. A titre d'exemple, à ce jour, plus de 89000 petites stations

²⁷ Le monde diplomatique, Manière de voir n°85, Février-Mars 2006, Jusqu'où ira la Chine ?, pages 86 & 87.

²⁸ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 28.

hydroélectriques locales, d'une capacité totale de 6,3 millions de kW, ont été construites dans le pays²⁹. Elles produisent au total 10 milliards de kWh par an. En fait, la problématique est simple : si la Chine poursuivait son essor actuel, elle pourrait dépasser les Etats-Unis dès 2041 et devenir la première puissance économique du monde³⁰. Cela signifierait que dès 2030, sa consommation d'énergie équivaldrait à celle actuelle des Etats-Unis et du Japon réunis, alors qu'elle ne dispose pas des ressources pétrolières ou nucléaires complémentaires nécessaires à celle-ci, à moins d'exploiter au-delà de la raison ses sources de charbon. Sa consommation actuelle est quatre fois moindre, d'où la nécessité de la multiplier par 2 tous les 12 ans. Le potentiel hydroélectrique représente donc une manne énergétique appréciable pour le gouvernement chinois, dans le but de pouvoir se passer du charbon pour augmenter la production d'électricité. Quoique énorme, ce potentiel devrait en tout état de cause être complété par une panoplie complète de centrales nucléaires afin de garantir un approvisionnement énergétique suffisant pour assurer les monstrueux besoins du pays. Celui-ci serait donc contraint de construire deux centrales nucléaires par an pendant 16 ans...

De ce fait, il n'existe plus aujourd'hui en Chine un seul cours d'eau qui n'ait pas fait l'objet d'aménagements (barrages, retenues ou canaux de dérivation), et les grands fleuves sont désormais la cible privilégiée de « giga-projets » depuis une cinquantaine d'années.

Le pays croule donc sous ses propres interrogations et peine à concilier les priorités économiques qu'il se fixe avec une politique respectueuse de l'environnement qui n'est pas dans ses habitudes mais dont la Communauté Internationale s'avère particulièrement soucieuse.

22) UNE GESTION ENVIRONNEMENTALE TROP PASSIVE.

La politique environnementale de la Chine est passée progressivement d'un état embryonnaire à l'affichage d'une volonté sans faille pour remédier aux gravissimes conséquences que sa politique économique entraîne. Cependant, au-delà de cette bonne volonté, les autorités chinoises doivent passer la vitesse supérieure et planifier et coordonner elles-mêmes les actions de prévention pour la protection de l'environnement et des ressources hydriques car, pour l'instant, elles s'avèrent incapables d'agir sans l'aide de la Communauté Internationale et notamment celle de l'Union Européenne.

221) Un discours officiel pour la sauvegarde de l'environnement.

Ce n'est qu'après avoir participé à la Conférence de Stockholm en 1972 que la Chine en vint à considérer la préservation de l'environnement comme essentielle pour son avenir. Aujourd'hui, ce thème fait apparemment l'objet d'une prise en compte systématique par les autorités nationales et locales.

Entre l'avènement de la RPC et le début des années 70, l'environnement n'occupait pas, loin s'en faut, une place de premier plan dans les programmes de développement national. L'impact nocif évident de l'industrialisation du pays a rendu nécessaire, surtout vis-à-vis de la Communauté Internationale, la prise de mesures visant à limiter les effets dévastateurs du développement économique et à protéger ce qui pouvait encore l'être.

²⁹ Encyclopaedia Universalis, Chine, La République Populaire, Développement économique, page 673.

³⁰ Le monde diplomatique, Manière de voir n°85, Février-Mars 2006, Jusqu'où ira la Chine ?, page 87.

De ce fait, en 1974, le Conseil d'Etat chinois a créé un Comité national de protection de l'environnement chargé des activités dans ce domaine alors nouveau. Un article relatif à la protection de l'environnement a été inséré dans la Constitution de la RPC (Article II). Il stipule que l'Etat protège l'environnement et les ressources naturelles, prévient et élimine toute pollution et autres dangers pour la vie publique.

En 1978, les autorités effectuaient une première tentative de réalisation d'une « Grande Muraille Verte » constituée de plantations coupe-vent sur 7000 kilomètres, du Xinjiang jusqu'aux massifs forestiers du Grand Hinggan, au nord-est, afin d'enrayer la progression des déserts³¹.

Dès 1979, était promulguée une loi sur la protection de l'environnement et une réglementation de la protection des ressources aquatiques de la RPC, fixant notamment des normes de qualité des eaux d'irrigation, de qualité des eaux de pêche et de sécurité dans l'emploi des insecticides. La promulgation de ces textes législatifs soulignait le fait que les efforts de la Chine en matière de protection de l'environnement entraient désormais dans une phase d'application juridique. Cependant, il appartenait aux régions d'appliquer et de faire appliquer ces textes, en raison de la déconcentration des prérogatives d'aménagement du territoire vers ces dernières. Beaucoup d'années avaient été consacrées au niveau central à légiférer sur l'environnement, mais l'application de la législation était complexe, difficile et inégale. Un travail complémentaire d'éducation a donc été nécessaire, doublé de l'établissement de normes et de règlements précis visant à faciliter l'application de cette législation et, surtout, son contrôle. Au-delà de la simple volonté initiale de ne pas être trop montré du doigt, il s'est agi pour le gouvernement d'insuffler un véritable changement d'état d'esprit à partir du début des années 80.

En définitive, il faut bien considérer l'effort considérable accompli par les autorités chinoises pour admettre que la dégradation de leur environnement était une réalité de plus en plus insurmontable et, surtout, pour accepter « l'aide » occidentale, sans que ce dernier critère soit dénué d'après négociations sur la participation financière de l'Occident dans chaque projet contre la promesse de pénétrations ou d'ouvertures de marchés spécifiques dans le domaine environnemental.

Mais la clé réside dans l'autonomie relative dont bénéficient les 22 provinces, les 5 régions autonomes et les 4 municipalités pour appliquer, non sans difficultés, les règles générales établies au niveau central.

Force est de constater qu'aujourd'hui, le processus de gestion de l'eau en Chine s'appuie principalement sur l'institutionnalisation d'un système local des eaux d'irrigation. A ce stade, d'importantes disparités existent entre les provinces quant à leur application de cette réforme. Alors que dans certaines provinces celle-ci prend plutôt la forme d'un mouvement de déconcentration des pouvoirs, dans d'autres provinces, elle confère aux usagers d'importantes prérogatives.

Ceci constitue un gage de crédibilité vis-à-vis de la Communauté Internationale, notamment vis-à-vis du monde occidental, seul à détenir les capacités à soulager les besoins chinois.

223) Une aide indispensable de l'Occident.

La Chine étoffe sa politique d'outils politiques de plus en plus crédibles pour réduire son image de mauvais élève de la planète. Les mentalités évoluent ainsi sous le spectre d'une catastrophe annoncée.

³¹ La protection de l'environnement en Chine, de Qu Geping et Li Jinchang, 1981

Ainsi, à partir du milieu des années 90, une fois les bonnes relations rétablies avec l'ensemble de la Communauté Internationale à la suite de la répression de la Place Tien Anmen de 1989, les dirigeants chinois ont cherché à développer les échanges d'idées ayant trait à la protection de l'environnement avec des pays développés en pointe dans ce domaine. C'est dans ce cadre que le dialogue entre l'Union Européenne et la Chine s'est instauré. Ce dialogue couvre les aspects les plus importants de la protection environnementale (qualité de l'air, ressources hydriques, déboisement, désertification, protection de la biodiversité) et se concrétise par un financement conséquent apporté par l'UE : 122 millions d'euros entre 2003 et 2005³². Une Administration d'Etat chargée de la protection de l'environnement (SEPA) a été mise en place dans ce cadre.

De plus, lors du dernier sommet UE-Chine de septembre 2005, les deux parties ont convenu de la nécessité d'établir un partenariat sur les changements climatiques. Ce partenariat complètera parfaitement la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le protocole de Kyoto. Il renforcera la coopération et le dialogue sur les changements climatiques, y compris les énergies propres, et il encouragera le développement durable. Il inclura une coopération sur le développement, le déploiement et le transfert des technologies à faible teneur de carbone, y compris les technologies avancées du charbon à émissions proches de zéro faisant appel à la séquestration du carbone.

En outre, le pays tire des bénéfices d'une coopération économique et environnementale de plus en plus fructueuse avec le reste de la Communauté Internationale. Ainsi, au début de l'année 2004, faisant suite à l'admission récente du pays (2001) au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le gouvernement chinois a annoncé l'introduction d'un nouvel indicateur³³ de production économique qui, contrairement au produit intérieur brut (PIB), incorporerait les impacts environnementaux associés au développement économique. Ce « PIB vert » déduirait du PIB les coûts liés à la pollution et à la réduction des ressources naturelles. Il s'avère que si cette mesure avait déjà été en place avant l'adhésion du pays à l'OMC, la croissance du PIB aurait officiellement chuté de 2 points, passant d'une moyenne de 8,7% à 6,5% en 2000, et le pays aurait alors fait beaucoup moins figure « d'épouvantail » économique lors des négociations d'admission. La Chine s'est également dotée en février 2005 d'une loi fixant un quota de production de 10% de l'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici à 2020, incluant l'hydroélectricité. Cent mille panneaux solaires seront installés à terme dans le pays.

Enfin, la Chine a également ouvert son marché aux sociétés occidentales spécialisées dans le traitement et la commercialisation de l'eau, mais ne le fait qu'avec difficulté, en tirant les prix vers le bas, afin de se prémunir contre des effets fortement inflationnistes induits par l'affermage. Vivendi Environnement a ainsi signé en 2002 un contrat de 10 milliards d'euros sur cinquante ans³⁴ sur un projet d'adduction et d'assainissement dans le quartier d'affaires de Shanghai, mais est amené depuis à renégocier en permanence les conditions financières de celui-ci devant les exigences croissantes de la municipalité. Il n'est pas sûr que la population chinoise soit prête à payer l'eau plus chère, dans la mesure où cette ressource a toujours été subventionnée, donc gaspillée.

³² La Chine et ses défis environnementaux, www.notre-planete.info/actualites/actu_711.php

³³ Le monde diplomatique, Manière de voir n°85, Février-Mars 2006, Jusqu'ou ira la Chine ?, page 86.

³⁴ Source www.l'expansion.com, 22/05/2002.

Mais dans l'absolu, malgré ces preuves de bonne volonté, la République Populaire de Chine semble s'enfermer dans sa philosophie ancestrale en persistant dans sa politique de travaux gigantesques dont les effets néfastes à long terme sont considérables.

23) UNE SUITE ININTERROMPUE D'OUVRAGES TITANESQUES.

La Chine s'est faite une spécialité de l'aménagement d'ouvrages colossaux qui défient l'entendement de par leur nombre, leur importance et, surtout, leur impact sur l'environnement. Le phénomène s'est emballé et a progressivement poussé les dirigeants chinois dans un cercle vicieux qui les pousse désormais à aménager de nouveaux ouvrages pour corriger les effets pervers des précédents.

231) Des grands travaux initialement menés à la hâte.

Dès la prise de pouvoir par le Parti Communiste Chinois (PCC), les autorités ont rivalisé d'audace pour montrer leur savoir-faire aux yeux des puissances occidentales, en créant des aménagements hydrauliques gigantesques mais en ignorant à la fois les études d'impact et, surtout, les leçons apprises par le retour d'expérience.

Ainsi, sous l'impulsion de Mao, c'est tout un peuple qui s'est mis en demeure de réaliser des ouvrages de plus en plus grands. Le premier grand chantier du PCC, lancé dans les années 1950, fut l'aménagement de la vallée de la Huai. On mobilisa des centaines de milliers de paysans pour y bâtir 36 barrages de grande importance, 159 de moyenne importance et 4 000 réservoirs géants³⁵. Construits à la hâte, sans études préalables, ces édifices résistèrent mal à l'épreuve du temps et des eaux. Les lacs des cours moyen et inférieur du Yangzjiang furent réduits en taille et en nombre pour créer de nouvelles terres agricoles. Deux tiers de ces lacs ont tout simplement disparu et leur superficie globale est passée, en cinquante ans, de 18 000 à 7 000 km².

Mais c'est la mise en place du complexe hydraulique de Sanmenxia, sur le Huang He, qui inaugura la série d'ouvrages gigantesques encore en cours de nos jours. La construction de ce complexe censé réguler les crues, produire de l'électricité et créer un réseau d'irrigation, fut entreprise en 1957 avec l'aide de l'Union soviétique, sans que des plans définitifs aient été établis au préalable. Pour réaliser cette opération, des centaines de milliers de paysans furent déportés dans les confins désolés du Gansu et du Ningxia. Les mises en garde de quelques hydrauliciens chinois sur les risques d'ensablement qui rendraient le barrage caduc et même dangereux furent ignorées.

Dès sa mise en œuvre, en 1957, le barrage commença à sédimenter. Lorsqu'il fut achevé, en 1962, ce problème avait pris une telle ampleur que de nombreuses portes durent être percées pour permettre aux alluvions de s'écouler. Les turbines, inutilisables, furent démontées pour être installées ailleurs. La remontée de la nappe phréatique provoqua, sur les pourtours du réservoir, une alcalinisation qui stérilisa les sols. La sédimentation se poursuivit tout de même et d'autres aménagements eurent lieu en 1965 et 1967, sans cependant régler le problème. Le réservoir s'est retrouvé comblé dans la quasi-totalité de sa capacité. Au confluent du fleuve Jaune et de la rivière Wei, le lit s'est surélevé de près de cinq mètres. Les sédiments se sont déposés sur 200 kilomètres le long de l'affluent, l'empêchant de se déverser

³⁵ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

normalement dans le fleuve et provoquant depuis, de manière récurrente en période de crue, un mascaret géant. Celui-ci se solde régulièrement par des inondations plus ou moins dévastatrices dont la dernière remonte à 2003.

Cet aménagement est également à l'origine du quasi-tarissement du fleuve en période d'étiage, preuve que les aménagements hydrauliques inconsiderés ont des conséquences sur le long terme qu'il convient d'anticiper. La faillite avérée du barrage de Sanmenxia n'empêcha pas les autorités chinoises d'entreprendre, plus de quarante ans plus tard, en 1999, l'édification d'un deuxième barrage, un peu plus bas sur le cours du fleuve, sur le site de Xiaolangdi. Cette fois, c'est la Banque mondiale qui apporta son concours à l'opération en la finançant à hauteur de 1 milliard de dollars³⁶. 400000 paysans furent chassés de leurs terres. Encore plus grand que le premier, l'ouvrage de Xiaolangdi affichait les mêmes prétentions : lutter contre les inondations, générer de l'électricité et fournir de l'eau pour l'irrigation. Il produisit le même effet en matière d'irrigation, de production électrique et de sédimentation, ce qui perturba encore davantage le cours du fleuve. Ces deux exemples auraient du inciter le pouvoir à moins de précipitation dans ses décisions d'entreprendre l'édification de ce type d'ouvrage. Il n'en a pas été ainsi.

232) Les Trois Gorges : la folie des grandeurs sans considération des leçons du passé.

Le grand barrage des Trois Gorges fut mis en chantier malgré la fronde sans précédent d'une fraction des députés de l'Assemblée Populaire Consultative et d'un grand nombre d'ingénieurs hydrauliciens chinois.

L'idée n'était pas nouvelle puisque dès le début du XX^e siècle, Sun Yat-Sen avait déjà évoqué la possibilité de construire un barrage sur le Yangzjiang. A plusieurs reprises les dirigeants reprirent les plans puis les abandonnèrent. Sun Yat-Sen, les Japonais pendant l'occupation et Mao Tse-dong eurent le dessin de construire le barrage à Sandouping, mais il revint à Li Peng, premier ministre de 1987 à 1998, de décider sa construction. La *Three Gorges Project Development Corporation*³⁷, fut créée spécialement pour cette occasion. Pour bien comprendre les raisons qui ont poussé Beijing à imposer ce projet dans le cadre d'une stratégie globale d'aménagement du territoire intégrant chaque projet de développement dans une vision d'ensemble des futurs besoins de la Chine, il faut considérer que le bassin du Yangzjiang s'étend sur 1,8 millions de Km², concentre un tiers de la population chinoise et 40% de la population agricole. Il s'agit donc d'un enjeu national³⁸.

De prime abord, les crues ce fleuve sont toujours restées le fléau majeur de cette région et il s'agit en premier lieu de les combattre. Plusieurs inondations ont frappé la vallée notamment en 1931, 1935, 1949, 1954, 1998, 2002. Elles ont ravagé de très nombreux secteurs. De ce fait, parmi les 3 objectifs majeurs du barrage des Trois Gorges, la régulation des inondations figure en première place des arguments avancés par les défenseurs du projet face à leurs détracteurs écologistes. Le niveau du réservoir de 39,3 milliards de m³ au niveau normal (côte 175) sera abaissé chaque année avant le mois de juin jusqu'à la côte 145, de telle sorte que le réservoir puisse retenir 22 milliards de mètres cubes à la saison des pluies.

³⁶ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

³⁷ Entreprise d'Etat ayant à sa tête le fils de Li Peng.

³⁸ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 28.

Ensuite, le second objectif est de développer la navigabilité au plus loin à l'intérieur des terres, en rendant la ville de Chongping, capitale de la province de Sichuan, accessible à des navires de 10000 tonnes depuis Shangaï, afin de permettre le désenclavement économique de l'intérieur du pays et de drainer ainsi le développement économique des anciennes ZES situées sur la côte sud-est du pays. Le développement des activités économiques le long du Yangzjiang et les travaux de dragage du fleuve pour permettre aux navires de gros tonnage de l'emprunter, ont pour but de permettre aux régions jusque là délaissées par les investissements de se raccrocher aux wagons de l'explosion économique. Dans ce cadre, les solutions novatrices adoptées sur le site³⁹ ont également un retentissement qui renforce le caractère prestigieux de l'opération.

Enfin, le barrage devrait permettre de répondre un temps à l'augmentation des besoins en énergie du développement chinois. Ainsi, avec un rendement de 18,2 GW et un rendement annuel de 84,7 TWh, ce barrage fournira l'électricité aux provinces de Chine centrale et du littoral, soit l'équivalent de 10% de la consommation actuelle du pays⁴⁰. A ce titre, le projet des Trois Gorges n'est que la pièce la plus grande de l'échiquier constitué de plusieurs autres barrages en amont qui permettront de réguler le débit du fleuve et de compléter l'apport du complexe à hauteur de 122,4 GW. A titre de comparaison, les 4 turbines du barrage français de Serre-Ponçon, le plus grand barrage en terre d'Europe, délivrent « seulement » une puissance de 380 MW et leur production moyenne annuelle est de 0.72 TWh⁴¹.

Néanmoins, cet ouvrage est emblématique de la politique jusqu'au-boutiste des autorités chinoises dans le domaine des aménagements hydrauliques. En effet, à plusieurs reprises durant la phase d'étude, de nombreux ingénieurs hydrauliciens ont averti la direction du Parti du risque d'accumulation de sédiments dans le lac de retenue. Le barrage a néanmoins été mis en chantier au nom, entre autres, de la lutte contre les inondations. Ce motif a aujourd'hui disparu de la légitimation officielle du projet. La « solution » au problème a été trouvée : en octobre 2004, au terme d'un savant symposium, le ministère des Ressources en eau annonça que les vannes du barrage seraient ouvertes en grand en période d'inondation afin de favoriser l'évacuation de 40 % des 530 millions de tonnes de sédiments qui doivent s'y accumuler chaque année. Cela confirme que la pratique qui consiste à créer des catastrophes pour tenter d'en résoudre d'autres sacrifie la raison sur l'autel d'une idéologie planificatrice qui ignore toute analyse en profondeur des problèmes et privilégie des solutions provisoires sans corriger véritablement les causes fondamentales des maux subis.

L'exemple du transfert Sud-Nord est de nature à démontrer le caractère excessivement léger de cette politique, d'autant qu'une partie de ce projet est intimement liée à celui des Trois Gorges.

³⁹ Une écluse à double sens de 34 m de large, faite de 5 paliers de plus de 200 m chacun, pour une longueur totale de 1,5 km, permettra à des navires marchands de plus de 10 000 t de passer les 113 m de dénivelé entre l'aval et l'amont quand le barrage sera fini. Cette écluse sera doublée de l'ascenseur à bateaux le plus grand, le plus lourd et le plus puissant de la planète. Son compartiment étanche de 18 m par 120 m pourra transporter un navire de 3000 t à chaque passage. Sciences & Vie Junior, n°165, juin 2003, page 34.

⁴⁰ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 28.

⁴¹ <http://www.serre-poncon.com>.

233) Le triple canal de transfert Sud-Nord :

Le projet de transfert Sud-Nord s'appuie sur un transfert des eaux du bassin du Yangzijiang vers celui du Huang He via trois dérivations artificielles permanentes : la dérivation Ouest au Tibet, le canal Centre dans la région des Trois Gorges, et le canal Est.⁴²

La première, groupant plusieurs petits canaux entre les cours supérieurs du Yangzijiang et du Huang He, suppose la traversée d'une zone très montagneuse pour apporter 19,5 milliards de m³ par an dans le cours du haut Huang He. Le canal Centre dériverait 15 milliards de m³ de la rivière Han Shui (principal affluent du Yangzijiang) vers le Huang He et la région de Beijing. Le canal Est reprendrait le tracé du Grand Canal du VII^{ème} siècle vers Tianjin pour y acheminer 9 milliards de m³. Le total d'environ 45 km³/an représente l'équivalent d'un débit de 1300 à 1700 m³/s, soit les trois-quarts du débit du Rhône à son embouchure.

Il faut préciser qu'outre la surexploitation de la ressource liée aux besoins de la démographie et de l'agriculture (cf. § 121 & 122), la raison fondamentale des difficultés qui affectent la Chine du nord est l'existence d'un fort gradient hydroclimatique entre le Nord et le Sud du pays. Globalement, plus de 80% des précipitations y sont absorbées par l'évapotranspiration⁴³. Les pluies de printemps, les plus importantes pour la levée des semences, ne peuvent plus contribuer à un écoulement de surface. La contribution des eaux fluviales descendues des montagnes joue donc un rôle essentiel pour le nord de la Chine, mais ces eaux (notamment celles du Huang He), surexploitées, se raréfient, au point que l'ensemble de la région est menacé de désertification. Cela renforce le poids relatif du Yangzijiang par rapport aux cours d'eau de la plaine de Huang-Huai-Hai, l'autre nom de la plaine du nord.

Le Huang He et le Yangzijiang prennent naissance avec le Mékong sur le plateau tibétain du Qinghai, région connue sous le nom de Sanjiangyan (« Source des trois fleuves »). Aussi, il est tentant d'exploiter la proximité géographique des trois cours d'eau en envisageant des pompes « à la source ». Ce projet implique néanmoins des difficultés techniques (perçement de canaux en zones montagneuses et éloignées, dénivellations de 350 à 520 m à faire franchir par l'eau pompée, d'où des coûts énergétiques importants) qui supposent l'engagement de nombreux crédits. Or, cet engagement de fonds publics dans ces zones relativement peu habitées enthousiasme peu de partisans et le projet subit de plein fouet la priorité donnée aux deux autres dérivations, dotées d'enjeux bien plus grands.

En effet, le transfert prévu par le canal Centre, en partie interdépendant de l'ouvrage des Trois Gorges (cf. Annexe 2), se distingue par son ampleur sans équivalent dans le monde⁴⁴. Sa construction a démarré en 2002. Les eaux de la retenue des Trois-Gorges alimenteront par gravité un lac de retenue (lac de barrage de Danjiangkou) construit sur la rivière Han Shui. Ce barrage a été construit en 1973 sur une hauteur de 111m. Il est prévu de le rehausser parallèlement à l'édification des 3 Gorges jusqu'à la cote 170. Un volume annuel de 23,7 km³ pourra ainsi être transféré depuis ce barrage directement par gravité dans le canal Centre tandis que l'appoint des eaux du Yangzijiang permettra de maintenir le débit de la Han Shui comme à son origine. Ce canal centre permettra également, outre l'extension de la navigation depuis

⁴² L'eau dans tous ses états, Luc Descroix et Frédéric Lasserre, page 154.

⁴³ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 61.

⁴⁴ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 64.

Pékin jusqu'à Danjiangkou, l'irrigation de 3,8 millions d'hectares supplémentaires. Tout au long des 1265 km du canal menant du réservoir de Danjiangkou à Beijing, le débit décroîtra jusqu'à ne plus faire que 120 m³/s dans la capitale. Ce canal ne se déversera donc pas directement dans le Huang He mais contribuera par son apport à diminuer les pompages dans la nappe phréatique de la plaine... du moins l'espère-t-on.

Concernant le canal Est, il faut savoir que depuis 1962, un pompage permanent de 400m³/s s'effectue de l'embouchure du Yangzijiang vers le Grand Canal⁴⁵, afin de faire perdurer l'irrigation de la province de Shandong. Mais ce procédé est très coûteux en énergie car il faut pomper l'eau à un niveau proche de celui de la mer pour la déverser 65 mètres plus haut, ce qui demande annuellement entre 3 et 5 milliards de KWh. Le nouveau projet consiste simplement à puiser l'eau du Yangzijiang plus haut en amont pour alimenter le Grand Canal non plus par pompage mais par gravité.

De l'aveu de Huang Yukong, l'ancien directeur pour la Chine de la Banque mondiale, le projet du transfert Sud-Nord ne parviendra pas à régler le problème de l'eau dans le nord de la Chine où 400 millions de personnes sont menacées par la désertification. En revanche, certaines agences spécialisées en hydrologie, aussi bien chinoises qu'étrangères, craignent que ce détournement massif ne fasse subir au Yangzijiang le sort actuel du Huang He. Ils sont d'autant plus fondés à redouter une telle issue que la construction des huit barrages de grande importance (dont celui des Trois Gorges), programmée sur le cours supérieur du Yangzijiang, en amenuisera fortement le débit. L'Agence d'Etat pour la protection de l'environnement (SEPA), l'équivalent de notre ministère de l'Environnement, a même osé exprimer des réserves en rappelant que " la plupart des pays avaient renoncé à entreprendre des projets de diversion d'eau à grande échelle car ils provoquaient de graves conséquences environnementales ".

Dans un pays où l'unanimité est de mise pour saluer les décisions de la direction du Parti, on mesure, à la lecture d'une telle déclaration en demi-teinte, les risques que comporte ce projet pour lequel, là aussi, aucune étude d'impact sérieuse n'a pu être menée. Ces trop nombreux aménagements ont été planifiés sans étude préalable du sol et du sous-sol et sans aucune considération d'emploi pour la ressource hydrique.

En somme, on peut se poser la question de la pertinence des giga-projets, dans la mesure où ils ne sont pas accompagnés d'une réelle prise de conscience de la part des utilisateurs de la ressource hydrique. Force est de constater que le gaspillage de l'eau continue à être endémique en Chine et qu'il réduit rapidement à néant les quelques effets positifs fugaces d'aménagements conçus avec précipitation et frénésie. En outre, malgré plusieurs dizaines de milliers de barrages érigés le long des rivières dans le but de satisfaire la demande intérieure, 300 millions de chinois n'ont pas encore accès à l'eau potable, ce qui assombrit les perspectives futures du pays.

⁴⁵ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 64.

III) DES CONSEQUENCES FUNESTES POUR L'AVENIR.

La politique économique radicale menée par la Chine impacte très durement son environnement et notamment sa ressource en eau. Ses prétentions économiques ne tarderont pas à pâtir des conséquences de la pénurie chronique d'eau et de la pollution endémique, alors que les motifs réels ou potentiels de contestation de sa propre population mais aussi des Etats voisins portent les germes de déséquilibres potentiels pour l'avenir.

31) UNE PENURIE D'EAU GENERALISEE.

Le climat en partie tropical et subtropical de la Chine devrait théoriquement lui épargner la sécheresse. Mais force est de constater que ses ressources hydriques s'épuisent progressivement. Ses fleuves sont mal en point, ses réserves d'eau de surface et du sous-sol se réduisent considérablement et le désert avance (cf. Annexe 1).

311) Des fleuves anémiés.

Les fleuves sont exsangues et sont devenus tellement irréguliers qu'ils en sont devenus imprévisibles : tantôt leur débit est tellement faible qu'ils n'arrivent plus à charrier leurs propres sédiments, tantôt leurs crues sont si brutales et soudaines qu'elles ont des effets de plus en plus dévastateurs.

De prime abord, il faut comprendre le mécanisme pervers à l'origine de cet état de fait, lié à trois facteurs chronologiquement liés. Premièrement, la déforestation et le surpâturage dans les bassins supérieurs des fleuves chinois (Tibet) entraînent la disparition de la couverture végétale d'origine puis celle de l'humus du sol. Le sous-sol rocheux est ainsi dénudé. Cette mise à vif provoque un renforcement de l'albédo (réflexion des rayons solaires) et une réduction des précipitations. Néanmoins, celles-ci, quand elles surviennent, n'impregnent plus et ne sont plus retenues par l'ancienne couche végétale superficielle du sol. Elle le lessivent donc violemment en entraînant avec elles un surplus de sédiments qui surchargent l'eau des différents collecteurs jusqu'aux grands fleuves.

L'exemple du Yangzjiang est édifiant : traditionnellement, les déversoirs naturels (lacs du cours inférieur) du Yangzjiang et de ses affluents permettaient de pondérer les effets des inondations. La réduction drastique de leur nombre ou de leur capacité de retenue - aggravée par le dépôt de sédiments - a multiplié les effets catastrophiques de crues rendues plus violentes et imprévisibles par l'effet de la déforestation.

A côté de l'exemple du Yangzjiang, celui du Huang He entre dans une dimension beaucoup plus catastrophique. Ce fleuve, jadis impétueux, a été transformé en un immense oued, sans doute le plus grand du monde. Son débit s'est considérablement réduit depuis quelques décennies du fait de l'action humaine. Historiquement, outre les besoins en irrigation, les aménagements sur son cours avaient été programmés pour permettre une régularisation de son débit et rendre possible sa navigabilité de Beijing jusqu'à Yinchuan. La surexploitation de son cours, les multiples dérivations, barrages ou canaux l'ont fait quasiment disparaître de son lit en moyenne pendant 7 mois de l'année⁴⁶ (printemps, été, et début automne). La navigation y est désormais impossible. Dans son cours inférieur, le fleuve ne peut même

⁴⁶ Hérodote, n°102, 3^{ème} trimestre 2001, page 63.

plus subvenir à l'alimentation en eau potable des populations des régions qu'il traverse. La remontée du « coin salé⁴⁷ » s'opère dorénavant jusqu'à 80 km de son embouchure, alors que la puissance de son débit le maintenait auparavant à moins de 20 km de la côte. Les terres riveraines se salinisent, et le taux de pollution augmente faute de dilution suffisante.

D'autres cours d'eau sont également atteints et subissent des conséquences identiques. Afin d'appuyer sa politique de colonisation intérieure du Xinjiang par l'ethnie Han, le pouvoir a décrété dans les années 70 des aménagements d'irrigation d'une partie du désert de Takla-Makan, traversé par le fleuve Tarim, le second plus grand fleuve endoréique du monde⁴⁸ (2500 km) après l'Okavango. Il a entre autres décidé de spécialiser cette région dans la production intensive de coton pour l'industrie textile. Un scénario catastrophe digne de celui de la région de la Mer d'Aral (en Asie Centrale) s'est alors déclenché : en trente ans, les deux tiers du fleuve Tarim ont disparu, et le cours d'eau n'alimente plus qu'épisodiquement sa « mer » intérieure salée, le Lop Nur. Les poissons disparaissent petit à petit du fait de l'augmentation du taux de salinisation de ses eaux. Pourtant, le fleuve possédait à l'origine un débit moyen de 2000 m³/s. Dans le même temps, le réseau d'irrigation traditionnel alimenté par la nappe phréatique –elle-même alimentée par le fleuve- a rétréci de 1 784 à 614 kilomètres⁴⁹.

La moitié Nord de la Chine est donc désormais confrontée à une pénurie chronique d'eau dans ses bassins fluviaux qu'il lui semble impossible de résoudre. Un cercle vicieux conduisant à la désertification s'est instauré de manière pernicieuse.

312) Une désertification rapide.

La Chine subit actuellement, notamment dans ses parties Ouest et Nord, une pénurie généralisée d'eau que ce soit en surface ou dans ses nappes phréatiques. Cela aboutit à une désertification progressive qui affecte directement 28% du territoire chinois⁵⁰.

Tout d'abord, avant sa colonisation par les Chinois, le plateau tibétain représentait un vaste et complexe réseau de rivières, de forêts, de lacs et de prairies où des peuples semi-nomades faisaient paître leurs troupeaux. En cinquante ans, le pouvoir central y a fait construire 178 barrages⁵¹. Leur énergie alimente des scieries qui débitent le bois de coupes forestières dont nul ne sait au juste combien de centaines de milliers d'hectares de forêts disparues elles représentent. Autour de nombreux points d'eau, la prairie a été clôturée puis défoncée pour créer de grandes fermes céréalières d'Etat irriguées par l'eau de lacs qui s'assèchent en quelques années. La terre, que ne protège plus sa couverture d'herbe, ne retient plus l'humidité et se change alors en poussière volatile selon le phénomène bien connu du « *dust bowl* »⁵².

Plus au nord, dans la province du Xinjiang, les aménagements liés au Tarim ont eu des conséquences au moins identiques sinon pires. Il faut savoir que le désert de Takla-Makan est caractérisé par l'affleurement à la surface de gisements de sel qui, dans l'histoire, ont toujours fait la richesse des peuplades turcophones ayant très tôt peuplé cette région. La politique d'irrigation systématique a donc provoqué,

⁴⁷ Portion du delta régulièrement envahi par l'eau de mer à chaque marée haute.

⁴⁸ Dictionnaire encyclopédique Hachette, Tarim, page 1576.

⁴⁹ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

⁵⁰ L'eau dans tous ses états, Luc Descroix et Frédéric Lasserre, page 146.

⁵¹ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

⁵² Tempête de poussière.

outre la disparition des deux tiers du Tarim, une salinisation croissante des sols accompagnée d'une baisse simultanée de la superficie des surfaces cultivées et des rendements à l'hectare. L'utilisation massive d'engrais pour tenter de combler les déficits constatés n'a pas permis de recouvrer les rendements des premières années d'irrigation. Des milliers d'hectares sont devenus totalement stériles et n'ont pas retrouvé le tapis de végétation sauvage d'antan qui parvenait tant bien que mal à survivre au climat aride et à l'élevage nomade.

De ce fait, les sols devenant stériles donc plus fragiles, il se produit une abrasion violente de ceux-ci par les vents violents d'ouest et l'ensablement corrélatif qui les accompagne dépasse largement leur cadre initial. Le désert de Takla-Makan s'étend peu à peu pour intéresser dorénavant l'ensemble du tiers Nord du pays. Chaque année, ce sont 2100 kilomètres carrés de terres arables (2 fois la superficie de Hong-Kong)⁵³ qui sont engloutis par les sables. Qui plus est, cette désertification galopante est amplifiée par la pénurie d'eau subie par le bassin du Huang He. Le nord de la Chine semble se transformer peu à peu en cuvette de poussière infertile. Chaque printemps, des vents violents déferlent sur les terres arides de la Mongolie Intérieure, et déplacent d'ouest en est des murs de sable sur des centaines de kilomètres pour atteindre la capitale, périodiquement plongée dans un air opaque et brouillé. Les Jeux Olympiques de Beijing, en 2008, pourraient ainsi être interrompus par ces tempêtes de sable intempestives.

Ce scénario catastrophe n'épargne pas non plus la plaine côtière du Nord (Huang-Huai-Hai). Certes, à la suite des aménagements hydrauliques successifs, une agriculture intensive a pu se développer, améliorant temporairement les rendements des cultures vivrières et supportant aussi une production intensive de coton pour l'industrie textile, mais cette embellie agricole a été de courte durée. Depuis une dizaine d'années, cette immense région - la plus peuplée et la plus développée de Chine - est frappée avec une vigueur croissante par la sécheresse. La déforestation généralisée, le comblement des lacs, la pollution chimique et organique et le prélèvement de plus en plus inconsidéré d'eau pour l'alimentation des mégapoles industrielles ont détruit son riche complexe hydrographique, délicatement aménagé par l'homme depuis plus de mille ans. Ceci explique que le total des surfaces irriguées recule dans le pays. La conquête de nouvelles terres n'est plus possible de par le manque d'eau, d'autant que la ressource est singulièrement polluée.

32) UNE POLLUTION ENDEMIQUE QUI PENALISE L'ECONOMIE.

L'eau propre est devenue une denrée rare en Chine. La pollution endémique de la ressource et l'absence de traitement des eaux usées placent le pays dans une posture économique délicate.

321) Une pollution des eaux lourde de conséquences.

Aujourd'hui, il s'avère que 75 % des rivières et des lacs de Chine sont pollués⁵⁴ au point que leurs eaux sont non seulement impropres à la consommation humaine mais également à la pisciculture et à l'usage agricole.

⁵³ Le monde diplomatique, Manière de voir n°85, Février-Mars 2006, Jusqu'où ira la Chine ?, page 86.

⁵⁴ Le Lac Taihu lentement étouffé par la pollution, <http://www.courrierinternational.com>.

Les chiffres officiels indiquent que 300 millions de Chinois boivent de l'eau non potable et que celle-ci s'avère dangereuse pour 190 millions d'entre eux⁵⁵. Selon le ministère des ressources hydrauliques, les rejets d'eaux usées dans le Yangzijiang ont augmenté de 35 % au cours de la période 1998-2003. Le ministre Huang Yukong en personne a déclaré que « 75 % des rivières et des lacs de Chine sont pollués au point que leurs eaux sont non seulement impropres à la consommation humaine mais également à la pisciculture et à l'usage agricole ».

Cette pollution a de graves répercussions sur l'approvisionnement des villes. A cet égard, le cas de la ville de Leshan, dans la province du Sichuan, est emblématique. On a ainsi découvert que les papeteries installées le long de la rivière Qingyi, bien que dotées de systèmes de purification d'eau, ne les utilisaient pas et rejetaient leurs déchets toxiques tels quels dans la rivière, mettant ainsi en péril la santé des 2,5 millions d'habitants de la ville de Leshan située en aval. Sur les 669 grandes villes que compte la Chine, plus de 400 connaissent ainsi des problèmes de pollution de leurs ressources en eau⁵⁶. Même Beijing n'est pas épargnée : les dix-sept réservoirs qui l'alimentaient sont à sec ou trop pollués. La capitale doit à présent compter sur le seul réservoir de Miyun pour assurer l'essentiel de ses besoins en eau potable. Dans la région de Tianjin, la rivière Hai et la plupart de ses 300 affluents se sont taris. Tianjin, la deuxième municipalité de Chine, doit détourner les eaux du fleuve Jaune sur 580 kilomètres pour satisfaire ses besoins car les trente réservoirs qu'elle a fait construire depuis les années 1970 sont désormais trop pollués pour être utilisables. Le prélèvement intensif de la nappe aquifère a épuisé ses capacités de stockage et provoqué la subsidence (affaissement des sols suscité par l'épuisement de la nappe phréatique) de 60 % du territoire municipal. Plus de cinquante villes de la côte orientale sont frappées par ce phénomène.

Cette pollution n'est évidemment pas sans conséquences sur la pêche et sur l'agriculture. L'exemple du lac Taihu, situé près de la côte sud-est, est à ce titre édifiant : 8 milliards de tonnes d'eaux usées se déversent chaque année dans les 2300 km² du lac, autrefois appelé la Venise Chinoise⁵⁷. Ses eaux sont devenues marron, impropres à la survie des poissons et des crevettes qui faisaient jadis la fierté de la population locale. Nombre de pêcheurs, ruinés, sont venus grossir les rangs des exclus socio-économiques de la société. Ce lac continue malgré tout à constituer l'une des sources de l'alimentation en eau de plus de 100 millions de personnes dont l'agglomération tentaculaire de Shanghai. De leur côté, nombre d'agriculteurs, faute d'un accès à l'eau traitée ou à des ressources d'eau naturelle propre, ont par ignorance souvent recours aux eaux usées industrielles s'évacuant directement dans le lac pour irriguer leurs cultures, d'où un risque beaucoup plus grand d'intoxications aux métaux lourds ou de cancers pour les consommateurs.

On le voit bien, les effets de cette pollution sont aggravés par une quasi-absence de retraitement des eaux usées.

⁵⁵ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

⁵⁶ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

⁵⁷ Le Lac Taihu lentement étouffé par la pollution, <http://www.courrierinternational.com>.

322) Un retraitement des eaux usées inexistant.

A la prise en compte énergétique du problème de répartition de la ressource en eau, s'oppose donc un retard dramatique dans la gestion et le traitement des eaux usées, doublé parfois de mesures totalement aberrantes pour en dissimuler l'impact d'où, au final, l'aggravation de la situation initiale.

On estime que seulement 2,7% des 30 milliards de m³ d'eaux usées déversées chaque année dans les lacs et les rivières chinoises reçoivent un traitement⁵⁸, tant les autorités du pays semblent délaisser ce problème au profit de projets beaucoup rémunérateurs en termes de prestige et... de profits matériels. Le projet de dépollution du bassin de la rivière Huai, où vivent 150 millions d'habitants, est un exemple à très grande échelle de la faillite des politiques environnementales menées par la Chine depuis dix ans. Ce projet avait démarré avec un budget de 20 milliards de dollars en 2001. Il fut rapidement salué par la direction du Parti comme étant un " succès " et bénéficia alors d'une nouvelle ligne budgétaire de 60 milliards⁵⁹. Pourtant, fin 2004, une dépêche de l'Agence Chine Nouvelle admettait que la Huai avait été, en l'espace d'une décennie, "transformée en un dépotoir" et que la situation avait encore empiré depuis un an. La SEPA, l'Administration de l'Etat chargée de la protection de l'environnement de la Chine, a même déclaré que les eaux du réseau hydrographique de la Huai étaient tellement polluées qu'elles étaient devenues impropres à un usage industriel.

La doctrine –aberrante– qui domine dans le pays en matière de dépollution est inspirée par les grands groupes spécialisés dans l'énergie et les travaux publics qui se sont constitués au début des années 1980, lorsque des entreprises d'Etat furent « privatisées » au bénéfice du Parti et offertes en héritage aux enfants des gérontes du régime. Leur doctrine consiste à prôner la construction ininterrompue d'ouvrages (barrages, canaux) afin de détourner les cours d'eau de montagne encore propres afin de diluer les effluents chimiques qui empoisonnent rivières et lacs et de revitaliser des cours d'eau asséchés. Cette pratique jusqu'au-boutiste ne s'attaque pas aux causes mais altère toujours plus l'environnement. Le plus puissant de ces lobbies est le conglomérat constitué par la *Three Gorges Project Development Corporation*, qui a le monopole de maîtrise d'ouvrage sur la construction des barrages en Chine. Cette société bénéficie d'une influence politique telle qu'elle peut se permettre de passer outre les consignes de la SEPA, pourtant soutenue en principe par le gouvernement.

Dans ce cadre, tous les excès sont permis et, à titre d'exemple, la construction du barrage de Xiluodu a été décidée pour diluer la pollution du lac Dianchi de Kunming, situé à 400 kilomètres de là. Cette construction fut entreprise en 2004 - sans l'autorisation du gouvernement central ni enquête préalable - sur le cours supérieur du Yangzijiang au lieu-dit du " Saut du Tigre ", inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Au terme d'actions menées par des intellectuels chinois et par les populations locales frappées d'expulsion, il finit cependant par attirer l'attention du gouvernement central. Le 18 janvier 2005, la SEPA émettait une circulaire qui ordonnait, pour complément d'information sur leur impact environnemental, la suspension de trente projets hydrauliques, y compris celui de Xiluodu. Tout juste un mois plus tard, le 19 février, vingt-sept de ces chantiers bénéficièrent d'un nouveau feu vert. Le cas des trois autres projets,

⁵⁸ Chine, environnement et philosophie, thèse de M. Meinier, séminaire du GREDIN.

⁵⁹ Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

parmi lesquels celui de Xiluodu, ne fut pas résolu. Actuellement, les travaux - théoriquement suspendus - de ce barrage se poursuivent, comme l'a révélé au début de l'année l'hebdomadaire chinois Beijing News, qui précise toutefois que les contrevenants s'exposent à une amende de 24 000 dollars pour un projet qui engage 5 milliards.

De tels errements engendrent plus de maux qu'ils n'en résolvent et remettent en question le développement du pays.

323) Des incidences néfastes sur le développement économique.

La juxtaposition du problème de la pénurie généralisée avec celui de la pollution chronique de la ressource aura à terme des conséquences néfastes sur les aspirations du pays à vouloir devenir l'hyper puissance économique de demain.

Tout d'abord, dans le domaine agricole, la Chine, qui était devenue autosuffisante en matière agricole depuis le début des années 1980, se voit à nouveau contrainte d'importer des céréales car les surfaces et les rendements diminuent à cause du manque d'eau ou d'une eau trop polluée. Le phénomène est aggravé par l'accaparement de réservoirs primitivement conçus pour l'irrigation par les villes pour subvenir à leur alimentation. Bien que les capacités de production agroalimentaire qui ont accompagné son développement récent aient connu un maximum dans le dernier quart du XXème siècle, elles ont décliné du fait de la conjugaison du manque d'eau, de la pollution des ressources disponibles, de l'épuisement des sols et de la désertification de certaines régions. Entre-temps, les besoins du pays en produits alimentaires ont explosé du fait de la libéralisation économique. Alors que la production de céréales est tombée de 512 millions en 1995 à 400 millions de tonnes⁶⁰ en 2001, le pays accuse désormais un déficit entre la production et la demande intérieure. Des tentatives de rationalisation de l'utilisation de la ressource ont réussi à remonter la production à 484 millions de tonnes⁶¹ en 2005 mais la tendance sur le long terme n'est pas à l'amélioration.

Dans le même temps, certaines usines trop consommatrices ou trop polluantes voient leur fonctionnement handicapé par une ressource en eau qui devient de plus en plus aléatoire en qualité et en quantité. L'industrie subit des rationnements de plus en plus nombreux notamment en Chine du Nord. Les industries les plus vulnérables – celles faisant appel à une technologie dépassée peu économe en eau – ferment et assombrissent le tableau social des régions concernées. Les plus flexibles accueillent des investissements étrangers pour délocaliser leur production ailleurs dans le pays. Les plus solides tentent tant bien que mal de se mettre aux normes occidentales les plus à jour afin de limiter leurs pertes de production. On assiste donc à une dépréciation globale du tissu industriel du pays, mais le paradoxe veut que ce tissu demeure encore et toujours le plus rentable du monde grâce à sa main d'œuvre abondante et bon marché. La situation ne pourra plus durer éternellement, tant les revendications liées au « progrès » social chinois, jusque là jugulées par les autorités, atteignent un niveau tel que seules des concessions sans précédent dans l'histoire du pays pourront les faire taire. Cela risque à terme de remettre en question les

⁶⁰ L'eau dans tous ses états, Luc Descroix et Frédéric Lasserre, page 154.

⁶¹ Le Monde, daté du 26 février 2005.

tarifs particulièrement bas que l'appareil de production affiche, et pénaliser le développement industriel accéléré du pays.

La Chine sera donc, de manière inéluctable, contrainte de revoir ses ambitions économiques à la baisse, d'autant que ses voisins subiront également de plein fouet les conséquences de sa politique environnementale.

33) DES TENSIONS INTERNES ET EXTERNES INELUCTABLES.

La politique chinoise de gestion des ressources hydriques, très perfectible, a des incidences non négligeables aussi bien sur sa population que sur ses voisins au point de représenter une menace potentielle pour l'équilibre géopolitique de l'Asie du Sud-Est.

331) Des problèmes socio-économiques internes.

La rareté et surtout la mauvaise qualité de la ressource hydrique provoquent des tensions socio-économiques qui amplifient les conflits d'intérêts locaux de chaque région.

Au Shanxi, dans le Nord, l'eau est devenue si rare que les habitants de Taiyuan, une ville industrielle de 3 millions d'habitants, ne consomment en moyenne que 20 à 30 litres d'eau par jour⁶², contre 160 dans les autres grandes villes (la Banque Mondiale considère le seuil de 20 litres comme le minimum absolu pour subvenir aux besoins physiologiques et d'hygiène). Le manque d'eau devient une contrainte majeure pour les entreprises. Certaines envisagent soit de fermer soit de déménager en l'absence de subventions. Souscrivant en cela aux appels du gouvernement central à l'industrialisation de la Chine de l'intérieur, bon nombre d'entreprises en aval du Huang He envisagent de se délocaliser vers l'amont, où le cours du fleuve est plus régulier, mais elles ne font que déplacer le problème. L'industrie hydraulique chinoise encourage ces transferts car il est synonyme de gains substantiels. Mais la rapidité de la déprédation des ressources hydriques est telle que, dans un futur prévisible, elle pourrait provoquer une crise majeure de la société et de l'économie chinoises, tant les contradictions entre les besoins humains, industriels et agricoles sont fortes.

De ce fait, chaque région y va de son propre projet local d'amélioration de la distribution d'eau. Par exemple, en Mongolie Intérieure, le barrage de Wanjiashai vient d'être édifié et permet de dériver 1,2 milliard de m³ du Huang He pour les acheminer vers les villes de Taiyuan, Datong et Shuozhou. Ce projet a été financé à hauteur de 400 millions d'euros par la Banque Mondiale. Mais ce barrage suscite la forte opposition des provinces situées en aval, Henan et Shandong, qui se trouvent également confrontées à des problèmes de disponibilité de l'eau, et dont les projets propres de diversion du Huang He se trouvent remis en question. A ces tensions entre régions se juxtaposent celles opposant les autorités centrales aux régions et aussi, de plus en plus souvent, à la population. Alliée au démantèlement des entreprises d'Etat déficitaires, à la paupérisation des campagnes, à l'approfondissement des inégalités et à la corruption des dirigeants, la politique menée par l'Etat apparaît dénuée de tout fondement et est considérée comme responsable de tous les maux. Parmi la multitude des motifs de mécontentement d'une frange majoritaire de la population « laissée pour compte » du développement de la société, il est difficile

⁶² Pierre Bailet, La Chine, une apocalypse hydraulique ? Politique Internationale n°107, printemps 2005.

de cerner ceux liés spécifiquement à la pénurie subie d'eau, de même qu'il existe une très forte disparité entre les anciennes zones économiques spéciales et l'intérieur du pays en terme de niveau de vie. Mais au cours de ces dernières années, les mouvements de protestation –grèves, manifestations, violences contre les représentants de l'Etat, destruction de bâtiments ou de véhicules du gouvernement- se sont multipliés : officiellement, celles-ci ont atteint le nombre de 58 000 en 2003 puis 74000 en 2004, soit une augmentation annuelle de plus de 15%⁶³. Faut-il y voir le début d'une ébullition sociale et politique ? Nul ne peut le prédire. A la différence des années 1980, qui ont conduit aux révoltes de la place Tien Anmen, une grande partie de la population a vu son sort s'améliorer. Le mécontentement vient surtout des « laissés pour compte » de la libéralisation, parmi lesquels on trouve en premier lieu les ruraux du centre du pays.

De ce fait, le désenclavement des bassins moyens de certains fleuves au moyen de certains aménagements est considéré comme une priorité susceptible de désamorcer les motifs de contestation en insufflant à marche forcée les conditions favorables à un règlement rapide des problèmes sociaux tout en limitant les migrations intérieures, alors que ce sont justement ces aménagements qui en sont en partie responsables ! Ce cercle vicieux est caractéristique du paradoxe que la Chine entretient depuis longtemps vis-à-vis de sa ressource en eau, et qui veut que ce sont la lutte contre les catastrophes, les calamités, les inégalités de répartition et le combat contre la désertification qui justifient les aménagements alors que ces derniers en sont l'origine.

Enfin, d'autres tensions apparaissent cette fois-ci dans les régions côtières les plus riches mais aussi les plus exposées au stress hydrique et ont pour raison l'augmentation continue du prix de l'eau, souvent consécutive à sa rareté mais aussi à l'externalisation de l'affermage de la ressource. La catastrophe devrait donc se poursuivre inexorablement et entraîner, dans les trois à cinq prochaines années - comme le souligne Huang Yukong « un conflit entre les intérêts du monde rural, des villes et de l'industrie ».

Les tensions intérieures semblent donc inextricables, au même titre que celles, extérieures, que la Chine est susceptible d'avoir avec ses voisins du Sud.

332) Des motifs potentiels de tension avec ses voisins du Sud.

Les projets hydrauliques chinois concernent surtout les ressources hydriques nationales localisées dans la moitié sud du pays. Mais une fois les travaux terminés, il sera très tentant de s'intéresser aux autres grands fleuves du sous-continent dont le pays ne maîtrise que partiellement le cours.

Plusieurs cours d'eau et non des moindres coulant en Asie du Sud prennent leur source dans la région Tibétaine de Chine. La reconnaissance rapide, par l'Inde, de la souveraineté chinoise sur le Tibet a confirmé cette position prééminente, bien que l'on considère aujourd'hui que le dirigeant indien d'alors, Nehru, n'avait pas fait preuve à l'époque d'une grande clairvoyance stratégique.

Paradoxalement, la Chine n'exerce qu'un contrôle très discret sur ces cours d'eau qui s'échappent du Tibet vers le Sud, ce qui tranche singulièrement avec l'abondante publicité qu'elle fait à propos des

⁶³ Le monde diplomatique, Manière de voir n°85, Février-Mars 2006, Jusqu'où ira la Chine ?, page 67.

aménagements hydrauliques mis en œuvre sur ses propres cours d'eau. Elle semble laissée à l'écart de tout dialogue entre l'Inde et les autres riverains de ces cours d'eau.

En effet, la Chine pourrait fournir des données hydrographiques utiles pour le contrôle des crues mais elle n'est pas sollicitée. Par exemple, le Brahmapoutre effectue plus de la moitié de son parcours le long du versant nord de l'Himalaya, donc en territoire chinois. Si l'Inde concrétisait son intention de construire des barrages sur le fleuve, elle ne pourrait le faire qu'en étant certaine que la Chine n'ait pas l'intention d'en édifier peu de temps après sur le même cours. Derrière cette apparente indifférence mutuelle, se cache en fait un intense conflit d'intérêts lié à la lutte pour la souveraineté d'une partie du territoire de l'Arunachal Pradesh (90 000 Km²), revendiquée par la Chine, et d'une partie du Cachemire, à la frontière sino-pakistanaise, revendiquée par l'Inde. La Chine projeterait de construire un très grand ouvrage sur le Brahmapoutre, juste avant l'arrivée du fleuve dans la région de l'Arunachal Pradesh. Cette lutte semble se trouver sur le chemin du règlement depuis la signature, le 11 avril 2005, d'un protocole visant à régler ce double contentieux frontalier. La Chine a pour l'instant mis en sommeil ses autres projets hydrauliques sur le Gange et le Brahmapoutre. Mais la situation figée actuelle ne semble pas devoir perdurer, d'autant que les problèmes hydriques de la Chine rendront trop tentante l'exploitation de ces cours d'eau.

Mais c'est du côté de la péninsule sud-asiatique qu'il faut trouver des motifs légitimes d'inquiétude quant au maintien de l'équilibre de la région. La Birmanie, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam dépendent eux aussi pour la majeure partie de leurs ressources en eau des grands fleuves qui prennent leur source sur le plateau tibétain chinois, parmi lesquels le Mékong, troisième fleuve d'Asie après le Yangzijiang et le Gange. Malgré l'importante longueur du Mékong en Chine, la superficie de son bassin y est réduite. La majeure partie du bassin se trouve en Thaïlande, au Laos et au Cambodge. La Chine a déjà élevé deux barrages sur le fleuve, et trois autres sont en construction. Là où le fleuve marque la frontière entre le Myanmar et le Laos, les chinois ont fait sauter écueils et bancs de rocher afin de faciliter officiellement le commerce fluvial. Ils n'ont pu en faire autant en aval en raison de l'opposition des pêcheurs thaïlandais. Les effets de ces travaux sont d'ores et déjà spectaculaires : retenues d'alluvions, accélération des crues et décrues, érosion des rives, réduction des espèces de poissons. Cette exploitation intensive du bassin supérieur a donc déjà des impacts sur l'économie et l'environnement des pays situés en aval (net recul de la pêche d'eau douce intensément pratiquée dans la péninsule, remontée du coin salé plus en amont dans le delta, salinisation des nappes côtières, etc.). La Chine a fait des promesses pour maintenir un niveau d'eau « suffisant », sans autre explication. Mais de manière sous-jacente, la Chine a engagée parallèlement des négociations avec le Myanmar pour acquérir un accès à l'océan Indien depuis la région du Yunnan directement à partir de la vallée du Mékong ainsi élargie, via celle du Salouen⁶⁴. Elle poursuit donc un double but : celui d'exploiter le potentiel hydraulique de la région tout en s'assurant un débouché stratégique au sein du pré carré maritime de l'Inde. Les 4 principaux pays « aval » du Mékong (Thaïlande, Laos, Cambodge, Viêt-Nam) ont bien tenté de mettre en place sans la Chine un « Comité du Mékong », dont le bureau se trouve à Bangkok. Les représentants nationaux sont censés y discuter des principaux aménagements concertés à mettre en place le long du Mékong. Mais la Chine ne reconnaît pas

⁶⁴ La Nouvelle Géopolitique, F. Géré, Larousse, page 121.

ce comité tout en y participant en tant qu'observateur. Elle en est de fait le principal acteur, seul capable de planifier, concevoir et exploiter des infrastructures hydrauliques sur le lit d'un tel fleuve.

En tout état de cause, en l'absence de tout traité relatif au partage des eaux dans cette zone sensible, il serait permis à la Chine d'édifier d'autres barrages de retenue destinés à alimenter des canaux de transfert vers les vallées du Huang He ou du Yangzjiang, reportant ainsi le poids de ses carences hydriques sur l'Inde ou les Etats de la péninsule indochinoise. Il est donc à redouter que, dans un futur proche, l'Empire du Milieu, sûr de la suprématie politico-militaire qu'il est en train de s'assurer, n'hésite pas à infliger à ces pays le sort qu'il a réservé à son propre environnement. Mais le ton devrait assurément être différent avec son puissant voisin du Nord, la Russie.

333) Une approche plus prudente avec le voisin Russe.

La Chine entretient un dilemme permanent avec la Russie. Aujourd'hui, même si les deux dirigeants Hu Jintao et Vladimir Poutine affichent de réelles intentions de rapprochement politique et de collaboration économique, de nombreux contentieux existent.

Considérés comme des alliés traditionnels, les deux pays affichent cependant des intérêts stratégiques divergents qui se concrétisent par des contentieux frontaliers persistants. Pour la Chine, le regard vers le centre asiatique continental correspond à la volonté d'asseoir durablement la domination Han sur les grands espaces allogènes du Tibet et du Xinjiang, qui sont devenus des bases de départ vers une Asie Centrale d'où s'est retirée l'emprise soviétique. Pour la Russie, l'Asie Centrale constitue au contraire une zone d'influence privilégiée, regorgeant de ressources énergétiques, vis-à-vis de la quelle elle déploie une stratégie de reconquête après l'intrusion américaine de 2001 et l'avancée diplomatique chinoise concomitante. Néanmoins, le groupe de Shanghai, formé en 1996, permet à Beijing, en association avec la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, de prendre en compte les problèmes de développement et de sécurité de l'Asie Centrale (notamment contre l'islamisme et le trafic de drogue). Cependant, malgré cette collaboration avec Moscou, la Chine conserve un contentieux avec la Russie portant sur la confluence des fleuves Amour et Oussouri, ainsi que sur la zone frontalière du lac Khasan, aux confins de la Corée du Nord. Ce contentieux est ancien. Déjà, à la fin des années 1960, les dirigeants chinois avaient laissé germer l'idée de mettre à profit les fleuves sibériens pour pallier le manque déjà perceptible d'eau en Chine du Nord. La question était notamment à l'ordre du jour lors de la période des affrontements sino-soviétiques en 1969, dont l'origine résidait dans la remise en question de l'existence de l'Extrême-Orient soviétique.

De ce fait, même si la Russie reste aujourd'hui le premier fournisseur d'armes de la Chine (5 milliards de dollars en 5 ans)⁶⁵, elle reste attentive, voire méfiante, à l'égard de la pression démographique qui s'exerce sur son Extrême-Orient sous-peuplé. La Mandchourie russe compte 7 à 8 millions d'habitants alors qu'en face d'elle trois provinces chinoises regroupent 110 millions d'habitants. D'ailleurs, de nombreux chinois, lassés d'être entassés dans des villes incapables de satisfaire leurs besoins vitaux et sociaux, émigrent vers la Mandchourie russe et s'y installent clandestinement.

⁶⁵ La Nouvelle Géopolitique, F. Géré, Larousse, p. 121

Par conséquent, les cours d'eau frontaliers font l'objet d'une convoitise chinoise certaine, mais celle-ci semble plus prudente que dans le Sud Asiatique. Le fleuve sibérien Amour est tellement plus proche des plaines du Nord que le Yangzjiang qu'il est surprenant qu'il n'y ait eu, pour l'instant, que des aménagements très limités effectués par la Chine principalement sur ses affluents sud. Il est probable que le gouvernement chinois entame des négociations avec la Russie et la Mongolie pour obtenir des transferts durables d'eau mais il n'est pas certain, compte tenu des rapports ambigus entre les 2 puissances, que Beijing obtienne gain de cause rapidement. De plus, le problème fondamental de la Chine est qu'elle est acculée par ses besoins à négocier avec la Russie (eau, pétrole, gaz, armes), tandis que cette dernière ne peut absorber en échange les produits manufacturés chinois. L'important *Cash-flow* que la Chine dégage de sa balance commerciale est donc sévèrement mis à contribution pour financer les achats russes. Cela handicape d'une certaine manière les énormes investissements industriels nécessaires pour moderniser le pays, notamment près de ses frontières nord.

Il ne faut donc pas s'étonner d'accidents technologiques de plus en plus fréquents qui provoquent régulièrement de graves pollutions frontalières qui ravivent les tensions et n'incitent pas les deux peuples à se faire mutuellement confiance. La plus récente et la plus grave d'entre elles date du 13 novembre 2005 et a provoqué une pollution gravissime au benzène sur la rivière Songhua, affluent du Fleuve Amour⁶⁶. Cette pollution a privé d'eau plusieurs millions d'habitants avant de pénétrer en territoire russe. Cet incident a provoqué le tollé de l'administration locale russe, impuissante face à ce que d'aucuns ont baptisé –un peu trop vite– le Tchernobyl chimique chinois. Triste symbole pour un pays qui tient à afficher une crédibilité sans faille.

CONCLUSION.

A court terme, la Chine se trouvera donc dans une situation hydrologique intenable dont les conséquences humaines, sociales et économiques sont incalculables. Le pays disposait jadis d'une ressource hydrique abondante mais il en a tellement négligé la préservation qu'il vit aujourd'hui les prémices d'une véritable apocalypse hydraulique susceptible de remettre en question ses ambitions économiques, politiques et stratégiques.

Il est d'ores et déjà quasiment certain que la Chine n'aura pas la capacité de devenir l'hyper puissance économique de demain si elle ne change pas radicalement sa politique actuelle de développement jusqu'au-boutiste, basée pourtant sur une tradition pluriséculaire. Cette politique semble arrivée à ses limites physiques, et tout refus, pour les autorités chinoises, de prendre en compte les implications environnementales dramatiques qu'elle induit constituerait une erreur gravissime.

Ses effets néfastes sont de nature à pénaliser durablement la croissance ainsi que les progrès sociaux du pays tout en amplifiant les motifs d'insatisfaction et de contestation de ses voisins. On devrait assister

⁶⁶ Le Monde, 25 novembre 2005, page 7.

probablement à une recrudescence des frictions frontalières dans les prochaines années et, pourquoi pas, à être témoin d'altercations plus sérieuses risquant de mettre en péril l'équilibre global du sud-est asiatique. Certes, il est évident que l'origine de ce désastre annoncé réside sans nul doute dans les velléités centralisatrices du pouvoir politique chinois qui a traversé les siècles en cherchant toujours à se renforcer, s'enrichir et accroître sa puissance. Son avidité a sans doute rompu l'équilibre du milieu que les « Anciens » respectaient avec dévotion et sagesse, dans le respect de la tradition confucéenne. Il n'est d'ailleurs pas certain qu'un changement de régime politique soit capable de renverser la tendance lourde dans lequel le pays s'est enfoncé, mais l'action bornée de ses dirigeants constitue un facteur pénalisant qu'il conviendrait d'éliminer avant d'envisager toute évolution favorable.

De ce fait, après une certaine frénésie liée à la libéralisation économique « brutale » du pays, c'est véritablement le comportement de l'ensemble du peuple chinois qui doit changer en premier pour assurer la pérennité d'une ressource en eau qui doit également redevenir propre.

On peut donc déduire que la Chine est un géant aux pieds d'argile, en l'occurrence bien desséché et particulièrement friable donc vulnérable. Même si les indices économiques bruts affichés par la Chine sont énormes, ils deviennent modestes lorsqu'ils sont rapportés à sa population et confrontés aux problèmes liés à sa ressource hydrique. Et comme la puissance économique d'un Etat est un facteur dimensionnant de son ambition diplomatique, il s'avère difficile d'imaginer un pays qui, souffrant de maux internes aussi forts que ceux que connaît la Chine actuellement, pourrait continuer à posséder à terme la crédibilité et les capacités nécessaires pour jouer un rôle capital sur la scène internationale.

L'eau est donc bien un facteur limitatif de la stratégie de grande puissance développée par la Chine.

Au-delà de l'aspect quantitatif du problème, c'est bien le problème de la sauvegarde de la qualité de sa ressource hydrique qui doit guider les pas du pays dans sa traversée du XXI^{ème} siècle et il n'est pas sûr qu'il parvienne à relever le défi.

Car pour l'instant, personne n'a trouvé de solution aux problèmes cruciaux posés par la détérioration globale de l'accessibilité à l'eau, et l'exemple de la Chine n'en est qu'un parmi d'autres, qui s'avèrent parfois plus dramatiques encore. Mais selon l'institut de recherche américain Earth Policy Institute, la Terre pourrait connaître un véritable cauchemar écologique d'ici à 2030 si l'ensemble des chinois adoptaient l'actuel mode de vie américain⁶⁷, particulièrement dispendieux en ressources naturelles. A ce titre, le 4^{ème} Forum mondial de l'eau de Mexico⁶⁸ n'a fait qu'entériner ce que d'aucuns affirment depuis longtemps : l'eau, premier facteur de développement humain, est bien le défi majeur de l'humanité du XXI^{ème} siècle.

⁶⁷ Le monde diplomatique, Manière de voir n°85, Février-Mars 2006, Jusqu'où ira la Chine ?, page 87.

⁶⁸ Organisé dans la capitale mexicaine du 16 au 22 mars 2006.

ANNEXES

Annexe 1 : Carte synthèse des désordres environnementaux subis par la Chine.

Source : Le monde diplomatique, Manière de voir n°85, Février-Mars 2006, Jusqu'ou ira la Chine ?, pages 86 & 87.



Annexe 2 : Carte schématique du Transfert Sud-Nord, Canal centre.

Source : Science & Vie Junior, n°165, Juin 2003, page 38.

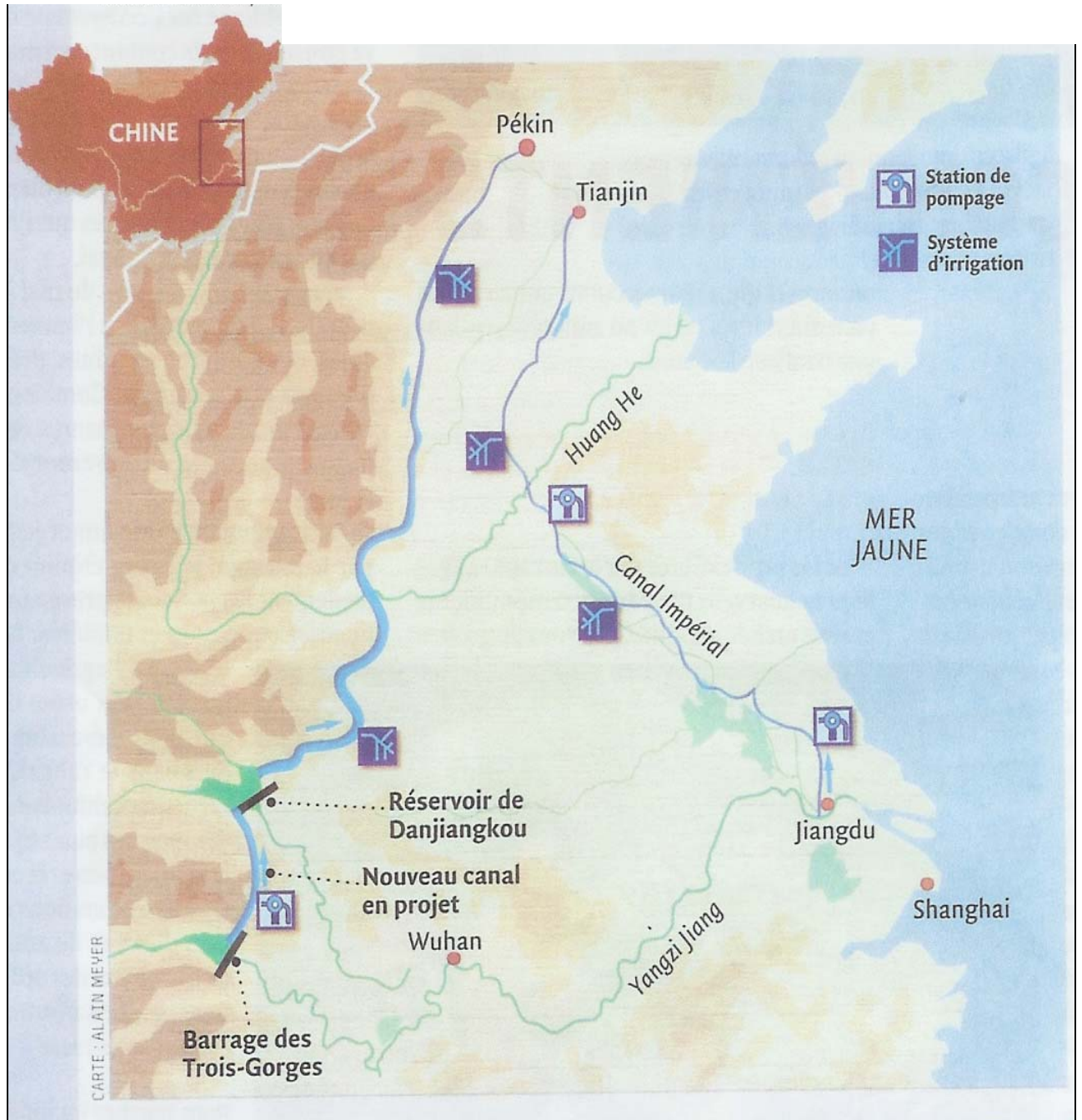


TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
I) UNE PHILOSOPHIE PLURISECULAIRE TRAHIE PAR LA MODERNITE.....	5
11) Un berceau géographique favorable à l'homme.....	5
111) Une géographie physique privilégiée.....	5
112) Un système centralisé et autocratique.....	7
12) Un système mal adapté aux défis contemporains.....	8
121) Le poids de la démographie.....	8
122) Des besoins agroalimentaires démesurés.....	10
13) Un système avide qui renie ses racines.....	11
131) Les comportements séculaires changent.....	11
132) Le changement dans la continuité historique.....	12
II) UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE INCONSIDEREE.....	13
21) Des impératifs absolus de croissance économique.....	13
211) Une industrie lourde d'un niveau technologique dépassé.....	14
212) Une politique énergétique paradoxale.....	15
22) Une gestion environnementale trop passive.....	16
221) Un discours officiel pour la sauvegarde de l'environnement.....	16
223) Une aide indispensable de l'Occident.....	17
23) Une suite ininterrompue d'ouvrages titanesques.....	19
231) Des grands travaux initialement menés à la hâte.....	19
232) Les Trois Gorges : la folie des grandeurs sans considération des leçons du passé.....	20
233) Le triple canal de transfert Sud-Nord :.....	22
III) DES CONSEQUENCES FUNESTES POUR L'AVENIR.....	24
31) Une pénurie d'eau généralisée.....	24
311) Des fleuves anémiés.....	24
312) Une désertification rapide.....	25
32) Une pollution endémique qui pénalise l'économie.....	26
321) Une pollution des eaux lourde de conséquences.....	26
322) Un retraitement des eaux usées inexistant.....	28
323) Des incidences néfastes sur le développement économique.....	29
33) Des tensions internes et externes inéluctables.....	30
331) Des problèmes socio-économiques internes.....	30
332) Des motifs potentiels de tension avec ses voisins du Sud.....	31
333) Une approche plus prudente avec le voisin Russe.....	33
CONCLUSION.....	34
ANNEXES.....	36
Annexe 1 : Carte synthèse des désordres environnementaux subis par la Chine.....	36
Annexe 2 : Carte schématique du Transfert Sud-Nord, Canal centre.....	37
BIBLIOGRAPHIE.....	40

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Encyclopaedia Universalis, Corpus, volume 5, La Chine, 1989.
- Dictionnaire encyclopédique Hachette, édition 2004.
- Quid 2004, Dominique et Michèle Frémy, Robert Laffont, 2003.
- La nouvelle Géopolitique, François Géré, Larousse, 2005.
- De la Chine, Alain Peyrefitte, Omnibus, 1997.
- L'eau dans tous ses états, Luc Descroix et Frédéric Lasserre, L'Harmattan, 2003.

Publications périodiques, journaux, revues :

- Le monde diplomatique, Manière de voir n°85, Février-Mars 2006, Jusqu'où ira la Chine ?
- Revue d'études, Dossiers de synthèse, P-117, L'extrême Orient (1996-2001).
- Les cahiers de MARS, n°183, 1^{er} tr. 2005, La Chine du XXI^{ème} siècle.
- Hérodote n°102, 3^{ème} Tr. 2001, Géopolitique de l'eau.
- Science & Vie Junior, n°165, Juin 2003.
- China Statistical Yearbook 2003.

Sources Internet :

- Chine, environnement et philosophie, thèse de M. Meinier, séminaire du GREDIN,
<http://www.gredin.geographie.ulaval.ca/SeminaireMeinierB27-01-01.htm>.
- La difficile gestion des ressources en eau en Chine, fiche de synthèse de la Mission Economique et Financière de Pékin de l'ambassade de France,
http://www.waternunc.com/fr/Chine_et_Eau01_2002.htm
- La protection de l'environnement en Chine, de Qu Geping et Li Jinchang, 1981,
<http://www.fao.org/docrep/p4150f.htm>
- Chine, une apocalypse hydraulique, thèse de M. Baillet,
http://www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/fram_revpe_re_08107.htm.
- Le Traitement de l'eau, la Chine comble son retard, d'Yves Guermond, Université de Rouen,
http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes/actes_2003/guermond/article.htm.
- <http://www.courrierinternational.com> : articles relatifs à la Chine.
- <http://www.objectif-chine.com> : article n°585, CRI, 09/06/05

Sources diverses :

- L'eau, source de conflit en Asie du Sud, thèse de M. Alain Lamballe.
- Les effets sociopolitiques des migrations forcées en Chine liées aux grands travaux hydrauliques, l'exemple du barrage des Trois Gorges, de Florence Padovani, Les Etudes du CERI, n°103, avril 2004.